

Christelle **MORANÇAIS**



**AIMER
ET AGIR**

Aux habitants des Pays de la Loire.

Sommaire

Avant-propos	5
Partie I : A cœur ouvert	7
Chapitre 1 : Pour l'amour d'un territoire et de ceux qui le font vivre	8
Chapitre 2 : Flash-back	13
Chapitre 3 : Qui je suis vraiment ?	17
Partie II : Sur le terrain des idées	23
Chapitre 1 : L'emploi est la première des batailles	24
Chapitre 2 : Relever ensemble les défis écologiques	38
Chapitre 3 : Il n'y a pas de liberté sans autorité	46
Chapitre 4 : Donner à chaque jeune la meilleure chance de réussir	53
Chapitre 5 : Territoires unis des Pays de la Loire	60
Chapitre 6 : Cultiver ce qui nous unit	68
Conclusion	75

Avant-propos

Une élection est toujours un moment de vérité.

C'est un moment de vérité pour vous qui êtes invité(e) à faire un choix.

C'est un moment de vérité pour moi qui sollicite vos suffrages.

J'ai choisi de vous écrire et de vous dire qui je suis, ce en quoi je crois et comment je conçois la politique. J'ai mis dans ces pages toute la sincérité dont je suis capable.

Je me suis replongée dans cette vie intense qui est la mienne depuis 3 ans. J'ai pris le temps de mesurer le chemin parcouru depuis mes débuts. J'ai vu ce qui a été fait et ce qu'il reste à accomplir. J'ai vu ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. J'ai compris, surtout, que ce qui est au cœur de tout, c'est l'amour de notre région et de ceux qui la font vivre.

Ce livre n'est pas un programme politique. Vous n'y trouverez ni bilan exhaustif ni liste de propositions. C'est ma profession de foi, c'est mon acte d'engagement. C'est une démarche de loyauté et de respect. La confiance se gagne, elle se mérite. Je veux vous convaincre que mon engagement pour notre région est total et sincère.

J'ai fait cet exercice de transparence, d'honnêteté et d'humilité pour aller au-delà des postures partisans et pour dépasser les vieux clivages politiques.

Aucun engagement, aucune valeur n'est réductible à un tract, à un tweet, à une image.

J'ai voulu vous donner la possibilité d'aller plus loin, de comprendre ce qui m'anime au plus profond, ce que je défends et ce que je combats aussi.

J'ai voulu que vous ayez toutes les cartes en main pour faire votre choix, librement, sereinement, en toute confiance.

J'ai écrit ces quelques pages pour vous.

Partie I

A cœur ouvert

Chapitre 1

Pour l'amour d'un territoire et de ceux qui le font vivre

Trois années à la présidence de la région = 250 000 kilomètres parcourus, des centaines de communes, d'associations et d'entreprises visitées.

Je passe plus de temps dans ma voiture que dans n'importe quel autre endroit. D'ailleurs, j'invite tous ceux qui pensent que la vie politique consiste à fouler la moquette des palais de la République à me suivre.

Je vis mon mandat de présidente de région comme un maire vit le sien, avec la même intensité, le même engagement, la même nécessité d'être au contact et à l'écoute – et aussi à portée d'engueulades ! A une différence près : « mon » territoire compte 3 781 420 habitants, 1238 communes et cinq départements.

La politique est chez moi indissociable de deux dimensions très fortes : l'action et l'amour. Si la première n'étonnera pas ceux qui me connaissent : je suis une acharnée du terrain, j'ai le goût des autres et des rencontres, la seconde peut surprendre ou passer pour un de ces affreux éléments de langage dont raffolent les politiciens. Pourtant, je ne trouve pas d'autre mot pour décrire ce que j'éprouve pour notre région et ceux qui la font vivre.

Un acte d'amour, de partage, d'empathie

Qu'est-ce que l'amour sinon ce qui nous pousse à nous dépasser, à nous battre pour ce qui compte vraiment, ce qui nous guide et nous porte face aux épreuves de l'existence. Je dis souvent que la politique, c'est la vie en plus grand. Tout y est plus fort, excessif : les bons moments sont des

triumphes et les mauvais des cataclysmes. Alors que serait la politique sans ce qui est au cœur de nos existences : l'amour !

Pour être parfaitement honnête, je n'aurais probablement pas écrit cela il y a trois ans. Je n'aurais pas osé employer ce mot qui semble strictement réservé à la sphère privée. Avant de devenir présidente de région, je ne mesurais pas combien la politique est d'abord un acte d'amour, un acte de partage, un acte d'empathie. Au-delà des étiquettes, des idéologies et des convictions de chacun, il y a cette force invisible qui nous lie les uns aux autres et qui fait de nous une Nation, envers et contre tout.

Pourquoi certains dirigeants bénéficient plus que d'autres, pourtant plus brillants, plus performants, de l'estime et du respect des Français ? Parce qu'ils se sont aimés, pour le meilleur et pour le pire !

Notre démocratie s'est affaiblie parce qu'elle s'est affadie. Parce que le lien charnel s'est distendu. Parce que les discours se sont aseptisés. Parce que les mots employés ne sont plus ceux des gens. Parce que les centres de pouvoir se sont éloignés du terrain. Parce que la politique, qui est d'abord un sentiment et une énergie, a laissé le champ libre à la technique et à la complexité.

Cette vérité, je l'ai découverte chaque jour, à travers de très petites choses, des gestes simples, des intentions bienveillantes, de la gentillesse. A travers aussi les épreuves que nous avons traversées ensemble, et elles n'ont pas manqué au cours des mois et des années passés.

« Je veux travailler pour la France. J'aime mon pays »

Je garde toujours à l'esprit un moment qui fut fondateur pour moi. Il est 9 heures, le 22 mars 2019, à Bessé-sur-Braye en Sarthe. Je pars à la rencontre des salariés de la papeterie Arjowiggings qui vient d'être placée en

redressement judiciaire. Au cours des semaines précédentes, les réunions se sont enchaînées avec les dirigeants de l'entreprise, les syndicats, les élus du territoire et au plus haut niveau de l'Etat. L'enjeu est capital : Arjowiggings, ce sont 570 salariés, des centaines de familles qui font vivre des dizaines de villages, d'écoles et de commerces. Cette faillite est un désastre humain et économique.

Je pénètre dans une salle bondée. Les principaux responsables syndicaux m'accompagnent jusqu'à l'estrade qui sert d'ordinaire aux assemblées générales. La tension est extrême, physique, presque brutale. Je lis sur les visages que je croise de l'angoisse, de la tristesse et de la colère. Les yeux sont humides et les poings serrés au fond des poches. Je sais que ces hommes et ces femmes ne croient plus en la politique. Trente années de désindustrialisation ont laissé des plaies qui ne cicatriseront pas avec des discours... Je parle avec mes tripes parce que je crois à l'industrie, je crois à ce site emblématique du territoire, je ne veux pas baisser les bras – et d'ailleurs je ne baisserai jamais les bras sur ce dossier. Mais je ne peux pas faire l'impossible. Je n'ai pas de baguette magique. Et les salariés le savent.

C'est alors qu'un homme monte à la tribune. Il s'approche de moi. Il n'a pas l'air agressif, seulement désespéré. Il ouvre son blouson et plonge une main dans sa poche intérieure. Il me tend une enveloppe en kraft, et me dit gentiment : « c'est de la part de ma fille ». Je l'ouvre et je découvre un dessin, et ce mot :

« Madame la présidente,

Je m'appelle Tia. J'ai 14 ans et je suis au collège.

Je prépare mon avenir pour avoir un travail et servir la France.

J'aime mon pays. »

La tristesse et la colère m'ont submergée. Ce pays qu'elle aime a abandonné son industrie. Son père est l'une des innombrables victimes de cet abandon. Pourtant, elle a choisi de ne pas baisser les bras. Du haut de ses quatorze ans, elle nous pousse à combattre l'idée absurde que les dés sont jetés, que l'industrie est vouée au déclin, que nous sommes condamnés à perpétuer nos échecs. Elle vient de me donner une magistrale leçon de politique. Une leçon que je ne suis pas près d'oublier.

Le site industriel de Bessé-sur-Braye a depuis été racheté. Une société canadienne le dépollue et l'entretient. Mais je n'aurai de répit avant que des ouvriers reprennent le chemin de l'usine. Cette promesse, je l'ai faite à cette jeune fille, que je ne rencontrerai probablement jamais.

Les visages des Pays de la Loire

Nous devenons la somme des rencontres que nous faisons au cours de notre vie. Au moment où s'engage cette campagne électorale, tous les visages croisés au fil de ces 3 années me reviennent.

Les visages de nos élus locaux, et en particulier de nos maires, qui ont tant donné face à la crise.

Les visages de nos soignants, de nos héros à qui nous devons tant.

Les visages de nos chefs d'entreprise et de leurs salariés qui se battent pour conserver l'esprit de conquête qui a fait de notre région l'une des plus dynamiques de France.

Les visages de nos commerçants et de nos artisans qui perpétuent leurs précieux savoir-faire.

Les visages de nos pêcheurs et de nos agriculteurs, qui ont nourri le pays au plus fort de la crise.

Me reviennent aussi les visages de nos lycéens, de leurs parents et de leurs professeurs qui font ce qu'il y a de plus beau : enseigner et transmettre.

Les visages de nos chercheurs qui inventent en silence le monde de demain.

Les visages de nos fonctionnaires qui portent les valeurs du service public.

Les visages de nos artistes qui nous bousculent et nous inspirent.

Les visages de nos bénévoles pour qui l'Autre passe au-dessus de tout.

Et tant d'autres visages qui travaillent dur, qui tissent et retissent le lien social et qui sont le visage des Pays de la Loire.

Chapitre 2

Flash-back

Quatre-vingt-treize conseillers régionaux sont réunis, le 19 octobre 2017 à Nantes, pour élire le successeur de Bruno Retailleau à la présidence du conseil régional.

Victorieux contre la gauche en décembre 2015, Bruno Retailleau est frappé par la loi sur le non-cumul des mandats voulue par François Hollande. Un choix cornélien, difficile s'offre à lui : ou conserver cette présidence qu'il a conquise et qui, à ce jour, est sa plus belle victoire ou renoncer à son mandat de sénateur de Vendée. Il va faire le choix du cœur, le choix de la Vendée, de cette terre qui compte plus que tout. D'autres que lui, d'envergure politique comparable, ont fait le choix inverse, celui des régions, de ces territoires comme des morceaux de France qui autorisent à rêver plus grand. Mais la Vendée coule dans les veines de Bruno et il n'est pas prêt à renoncer à ce qu'il est. C'est son honneur et sa fierté.

Sa succession est ouverte. Les discussions vont bon train dans la majorité. Qui est le mieux placé pour lui succéder et pour préparer la suite ? Les profils de qualité ne manquent pas à l'appel.

Notre majorité est soudée. Elle a survécu au cataclysme de l'élection présidentielle. L'intérêt régional l'a systématiquement emporté sur la politique nationale. « *La poutre travaille encore* », avait coutume de dire Edouard Philippe, mais peut-être moins en Pays de la Loire qu'ailleurs ! Je n'ai aucun doute : la fumée blanche sortira bientôt et nous ferons bloc derrière l'heureux élu.

Je suis à mille lieues d'imaginer que je serai bientôt présidente de région.

Le choix de l'audace et de la raison

Bruno Retailleau est un politique. Et la politique, c'est d'abord le courage, l'audace et le refus du conformisme. En me désignant pour lui succéder, Bruno a choisi de renverser la table, mais sans casser la vaisselle. Il a réussi un paradoxe : conjuguer l'audace et la raison.

L'audace, c'est de proposer à l'inconnue que je suis, hors des frontières de la Sarthe, la tête de l'une des treize régions de France. L'audace, c'est encore de choisir une élue qui ne fait pas partie de son premier cercle et qui revendique un positionnement plus libéral, moins conservateur que le sien. J'admire Bruno Retailleau pour sa force de travail, son extrême intelligence, son courage politique, mais je suis différente de lui. Et je suis toujours surprise quand mes opposants me décrivent en « héritière » ou en « protégée ». A leurs yeux, je ne serais qu'une marionnette, un double féminin, une pâle copie. Au fond, ils n'admettent pas qu'une femme puisse assumer des responsabilités de premier plan sans tutelle masculine ! Sans, pour autant, que cela ne les gêne en rien de se réclamer à longueur de discours du féminisme et de la modernité...

Qui, en l'occurrence, a ouvert la voie pour la première fois à une femme à la tête de notre région, sinon Bruno Retailleau ? Voilà pour l'audace.

La raison, maintenant. En octobre 2017, Emmanuel Macron est à l'Elysée depuis cinq mois. Le « nouveau monde » tient toutes ses promesses. Inconnu deux ans plus tôt, le président de la République marche sur l'eau. Rien ne lui résiste : ni les réformes impossibles (ISF, « flat tax », etc.), ni les personnalités de droite talentueuses (Edouard Philippe, Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, etc.).

De son côté, la droite est K.O debout : l'impossible défaite a tourné au fiasco. Et l'adage selon lequel « à l'élection présidentielle rien ne se passe jamais comme prévu » s'est vérifié à ses dépens.

C'est dans ce contexte délétère, tendu, morose que Bruno Retailleau doit quitter la présidence de la région. Il n'a pas d'autre choix. C'est un départ subi et un calendrier subi. Tout est subi. Alors il faut un coup d'éclat. Il faut donner du sens politique à un choix qui n'en est pas un. Il faut du panache.

L'époque est entièrement au renouveau. Emmanuel Macron a fait sauter toutes les règles de la vie politique : il n'a jamais été parlementaire et encore moins élu local, il ne s'est jamais présenté à la moindre élection, il est « *et de droite et de gauche* », il est affranchi de toute logique d'appareil, il est absolument seul, il n'a rien à proposer sinon lui-même et un grand coup de balai. Et il est élu président de la République le 14 mai 2017 ! Dans la foulée, l'Assemblée nationale est renouvelée à 75% et la part de femmes députées atteint un record.

Qui, dès lors, pourrait s'étonner, dans un pays où le président de la République a trente-neuf ans, qu'une femme de quarante-deux ans, encore novice en politique, prenne la présidence d'une région ?

Personne... à une exception près : moi !

Dire que je fus étonnée de voir mon nom en haut de la liste des potentiels successeurs de Bruno serait très loin de la vérité. Je n'y ai même jamais songé. Et encore moins à l'époque.

Quatre mois plus tôt, je m'étais inclinée aux législatives face à un candidat « marcheur » sorti de nulle part. Quarante-huit voix d'écart m'ont privée de la victoire. Un échec qui m'a laissée vidée, désabusée, écœurée. J'avais dépensé une énergie folle dans la campagne. Ma formidable équipe avait redoublé d'ardeur. J'y ai cru. Et je n'aurais pas dû...

Après un été d'introspection et une sérieuse remise en cause personnelle, j'étais déterminée à tourner la page. J'allais établir un nouvel équilibre dans ma vie, entre ma famille, mon mandat de conseillère régionale et un nouveau projet professionnel que je mûrissais.

Mais, comme souvent, c'est quand on ne s'y attend pas que le destin frappe à votre porte.

Bruno Retailleau m'a appelée. Nous avons longuement échangé. Il m'a proposé de réfléchir à son offre. Quelques jours, mais pas davantage. J'avais pris mon ticket pour les montagnes russes : la peur, la fierté, le doute, l'euphorie, l'angoisse... Tout y passe. Un jour, c'est oui et l'autre, c'est non. Et à chaque fois, c'est la bonne décision !

Qu'est-ce qui finalement emporte ma conviction ? Une phrase : « *on ne vit pas avec des regrets, on vit avec des projets* ». Elle est de mon mari. Comme quoi, la vie se joue parfois sur des évidences !

Chapitre 3

Qui je suis vraiment ?

Mercredi 5 février 2014, Le Mans. Je suis au volant de ma voiture. J'écoute France Bleu Maine quand le journaliste annonce : « *Christelle Morançais est la tête de liste de la droite pour les municipales au Mans* ». Je viens de faire mon entrée en politique ! Le dimanche précédent, le président de la fédération UMP de la Sarthe, Dominique Le Mèner, me propose de remplacer au pied-levé le candidat jusqu'alors pressenti. C'est un pari totalement fou à six semaines du scrutin, dans un bastion de gauche où la droite est battue depuis quarante ans. Mais je décide d'y aller. Je n'ai pas la moindre hésitation. Quand on n'a rien à perdre, c'est qu'on a tout à gagner ! Un mois et demi plus tard, l'indéboulonnable maire sortant me bat d'un cheveu ! Ouest-France titre : « Christelle Morançais, celle qui a fait trembler Jean-Claude Boulard ». Je perds l'élection mais je gagne mes galons en politique. Et je fais mon premier apprentissage. L'opposition est une vraie école de ténacité et d'humilité.

J'ai pris ma carte à l'UMP en 2002. Mais je n'ai réellement milité qu'à partir de 2012, lors de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. François Hollande se présentait comme « *l'ennemi de la finance* » et son programme économique me donnait des sueurs froides. La gauche exploitait à fond la crise financière et rendait Nicolas Sarkozy responsable de tout. A les entendre, il avait même inventé les « subprimes » ! Sa défaite a laissé un vide à droite que personne n'a, jusqu'à présent, réussi à combler.

J'ai eu la chance, très récemment, de rencontrer Nicolas Sarkozy en tête à tête. Son énergie et sa force de conviction sont légendaires. Sa gentillesse et sa très grande disponibilité le sont moins. Pourtant, j'ai rencontré un homme très imprégné de son devoir de transmission, de son désir de

partager sa passion de la France. J'ai aussi rencontré un homme d'Etat profondément préoccupé par les convulsions du pays. Ses propos sur les tensions et les violences qui agitent la France trahissaient une angoisse et la peur que notre pays s'embrace à nouveau. Des tensions que le débat politique et médiatique contribue sans cesse à aviver...

Je partage avec l'ancien président une réelle inquiétude sur le tour brutal qu'a pris le débat public tout au long de la crise. L'unité nationale de rigueur en pareilles circonstances n'a jamais été observée. Le gouvernement est le siège d'attaques et de critiques permanentes et systématiques. Je ne dis pas que la critique est illégitime, bien au contraire – elle peut même contribuer à infléchir une mauvaise politique. Mais lorsqu'elle vire au pugilat qu'espère-t-on récolter à la fin ? Nicolas Sarkozy a toujours été exemplaire sur ce point. Il n'en pense pas moins, notamment sur la stratégie vaccinale qui est insuffisante à son goût, mais il n'en dit rien publiquement : pourquoi ajouter une crise politique à la crise sanitaire et économique ? C'est la ligne de conduite à laquelle je m'astreins depuis le début de l'épidémie. Et lorsqu'il m'est arrivé d'exprimer des critiques ou des désaccords sévères – et il y en a eu ! –, c'est directement auprès des ministres que je l'ai fait !

Certains croient que le feu de la politique active consume toujours l'ancien président. L'homme que j'ai rencontré m'a paru se satisfaire du rôle de figure tutélaire qu'il exerce désormais. Une chose est certaine, et il me l'a confirmé, son choix pour les présidentielles de 2022 ne répondra qu'à un seul critère : l'intérêt supérieur de la France.

En rencontrant Nicolas Sarkozy, on ne peut s'empêcher de mesurer le chemin que tous ceux qui aspirent à le remplacer ont encore à parcourir.

Tous les chemins me ramènent au Mans

Revenons au Mans. C'est là que tout a commencé. C'est ma ville natale, j'y ai été élevée au sein d'une famille de la classe moyenne.

Avec ma sœur, nous avons reçu de nos parents une éducation où l'amour, l'affection, mais aussi le goût de l'effort, le sens du dépassement de soi, l'honnêteté occupaient une place centrale.

Je suis viscéralement attachée au Mans (même si, à la façon des Vendéens, mon cœur est double : j'ai pour l'Île d'Yeu une affection particulière, c'est le lieu où j'aime me ressourcer en famille). J'y ai effectué toute ma scolarité dans le public et mes études supérieures en école de commerce. C'est au Mans que j'ai débuté ma carrière comme négociatrice dans l'immobilier, avant de partir dix ans à Paris et dans le Pays Basque. Et c'est au Mans que je suis revenue m'établir avec ma famille, fonder notre entreprise avec mon mari et me lancer en politique.

En devenant présidente de région, j'ai choisi de préserver notre équilibre familial et de rester vivre au Mans, au lieu de déménager à Nantes où se trouve le siège du conseil régional. Je dis souvent que la région n'est pas qu'à Nantes, mais partout dans nos cinq départements. J'en suis la preuve vivante !

La mère de famille n'est jamais loin derrière la présidente

J'ai quarante-six ans, je suis mariée et mère de deux garçons de quatorze et douze ans : Paul et Louis. Ma famille, c'est ce qui me structure et donne du sens à mon engagement politique. Les enjeux écologiques, par exemple, parlent autant à la mère de famille qu'à la femme politique que je suis. J'ai les meilleures raisons du monde de vouloir que les choses changent !

J'ai parfois le sentiment que les femmes sont plus à l'aise que les hommes avec le temps long. La maternité n'explique pas tout. Mais elle nous apprend à vivre pour d'autres que nous-mêmes et dans un temps qui n'est plus tout à fait le nôtre. La maternité est une expérience extraordinaire. Il n'y a rien au monde que j'ai désiré plus ardemment que des enfants.

Et il n'existe pas de plus haute ambition que de vouloir leur laisser un monde meilleur.

Avant de m'engager en politique, j'ai travaillé pendant vingt ans au sein de TPE/PME et de grands groupes, puis à la tête d'une première entreprise que j'ai créée en 2009 et d'une seconde que j'ai fondée avec mon mari en 2011. Je connais intimement le monde de l'entreprise. J'y ai vécu une vie de salariée et une vie de dirigeante. J'y ai connu le goût d'entreprendre et d'innover, la joie du travail en commun, le poids parfois écrasant des responsabilités, la difficulté aussi de concilier vie professionnelle et personnelle... Et cela n'a rien d'extraordinaire : au fond, c'est ce nous vivons ou avons tous vécu au quotidien. Pourtant, j'ai découvert que le monde politique ignore trop souvent ce qui se passe en entreprise et comment marche réellement notre économie. Il existe une sorte de mur infranchissable entre le secteur public et le secteur privé. Comme si l'intérêt général était le monopole de la politique et de l'administration, et que le secteur privé devait se borner à faire des profits et à dégager de la rentabilité. Chacun dans sa case et plus personne ne bouge ! Je veux jeter des passerelles entre des mondes qui ne se parlent pas et contribuer à casser les verrous qui figent notre société et lui font manquer l'essentiel.

Une vie avant la politique

Avoir eu une vie avant la politique est pour moi essentiel. Être un homme ou une femme politique n'est pas un métier et ne devrait pas en être un. S'engager avec une expérience professionnelle et un savoir-faire est un atout considérable et une promesse de renouveau dans un monde où les « professionnels » occupent tout l'espace. Combien de grands élus n'ont jamais rien fait d'autre que de la politique ?

Avoir eu une vie professionnelle est, aussi, un gage de liberté qui n'a pas de prix. Je sais pertinemment que mon engagement public n'aura qu'un temps. Et dans ce temps-là, je suis déterminée à donner le meilleur de moi-même. Je le fais avec d'autant plus d'envie et de sérénité que je n'ai pas de plan de carrière. Et je sais que j'ai plusieurs cordes à mon arc !

A ce stade, je voudrais vous parler de mon mari. Jean est un père très aimant et très impliqué dans l'éducation de nos garçons. Nous avons toujours travaillé ensemble. Nous avons créé des entreprises ensemble – et je crois pouvoir dire que je lui ai transmis le virus de l'entrepreneuriat ! Nous avons échoué et réussi ensemble. Nous avons fait des efforts, parfois des sacrifices, l'un pour l'autre. Nous sommes un vrai couple, un couple moderne, un couple qui partage tout. Au quotidien, c'est celui qui m'aide à garder la tête froide, qui me pousse à me battre pour mes idées, à ne pas me renier quand la politique conduit, parfois, au compromis et à la demi-mesure. Jean est celui qui me rappelle qui je suis, d'où je viens et pourquoi je fais de la politique.

Partie II

Sur le terrain des idées

Chapitre 1

L'emploi est la première des batailles

C'est une chance incroyable d'être à la tête d'une région où il fait bon vivre, étudier et entreprendre. Une région où le taux de chômage est le plus faible de France. Où les inégalités sont les moins fortes du pays. Cette chance ne tombe pas du ciel. Elle est le fruit d'un travail acharné, d'un engagement, d'une ambition. Elle est le fruit du travail de nos chefs d'entreprise et de nos salariés qui, partout sur les territoires, créent des richesses, des emplois et du pouvoir d'achat. La crise l'a montré avec force : lorsque nos entreprises sont à l'arrêt, c'est tout un pays qui se fige, qui se rétrécit, qui se rabougrit. Je le dis avec une profonde reconnaissance : nos entreprises, quelle que soit leur taille : artisans, commerçants, agriculteurs, TPE, PME, ETI et grands groupes, sont les poumons de la France et l'oxygène de nos territoires.

Je suis une « entrepreneuse en politique », et je le revendique. Je reste profondément imprégnée par ma culture d'entreprise. Et je suis toujours marquée par le regard parfois condescendant que portent certains responsables politiques sur le monde de l'entreprise – ce fameux « secteur privé » qui serait imperméable à l'intérêt général. Je veux changer ce regard. J'en fais même une priorité de mon action. Je voudrais qu'en France le goût du risque, l'audace, le courage et la réussite soient davantage valorisés et encouragés. Je ne me résous pas à ce que le rôle d'un chef d'entreprise se limite, dans l'opinion, à la quête inassouvie des profits et des dividendes. Et qu'aucun cas ne soit jamais fait des risques pris et des sacrifices consentis. Au cours des derniers mois, j'ai rencontré des dizaines d'entrepreneurs contraints de vivre au jour le jour et qui, pour certains, ont renoncé à se

payer pour protéger leurs salariés et tenter de préserver leur capital économique. Mais les médias n'en parlent jamais !

Et j'y vois, d'ailleurs, l'occasion d'un parallèle avec la politique : au motif qu'une poignée de grands dirigeants font des erreurs, c'est toute la classe politique qui est mise au banc des accusés. Et le même verdict tombe : tous pourris !

L'entreprise n'est pas un monde idyllique, mais ce qui l'anime profondément : la liberté, le sens du collectif et l'ambition, est tout ce dont notre société a le plus besoin aujourd'hui.

A la jeunesse : faites le pari de l'industrie !

J'ai effectué l'intégralité de ma carrière dans les services. Je n'ai réellement connu l'industrie qu'en devenant présidente de région. Le coup de foudre a été immédiat ! J'ai découvert un univers fascinant, un monde en perpétuelle quête d'innovation, des hommes et des femmes à cheval entre le présent et l'avenir. J'y ai aussi découvert une culture extraordinaire : celle de nos ouvriers, qui sont l'âme et la dignité de nos filières. J'admire profondément ces travailleurs qui donnent le meilleur d'eux-mêmes. J'admire leur force de travail, leur courage et leur fierté. La France sans ses ouvriers n'est rien. Et j'exècre le mépris dont la gauche les gratifie après les avoir abandonnés au profit de « clientèles électorales » jugées plus rentables. On dit que les ouvriers votent pour Marine Le Pen, mais je pose la question : qui en est responsable ? J'aime la culture ouvrière et populaire. J'aime la dignité de ces travailleurs qui se battent pour préserver et transmettre leurs savoir-faire. Cette culture du travail et de l'effort, c'est l'éducation que j'ai reçue de mes parents, et je me battrais toujours pour la défendre.

Nous sommes la deuxième région de France pour le taux d'emplois industriels. C'est notre force majeure ! Si nous avons résisté mieux que d'autres à

la crise, c'est grâce à la puissance de notre industrie et au combat quotidien que nous menons pour défendre la compétitivité de nos entreprises.

Nous savons les ravages de la désindustrialisation. Nous savons ce qu'il coûte à une ville ou à un village de perdre son usine. Une usine qui s'arrête, c'est une école qui ferme, un médecin qui s'en va, un service public qui disparaît, un territoire qui meurt. Le combat pour l'industrie est une priorité absolue. J'y consacre beaucoup d'énergie !

Le mot-clé dans cette bataille, c'est l'innovation. C'est notre seule arme face à la Chine et ses vingt millions de nouveaux travailleurs pauvres par an. Il faut se battre pour moderniser et digitaliser nos chaînes de production et pour accélérer la transition vers un modèle plus durable. Nos gains de compétitivité sont à chercher du côté de l'excellence technologique et environnementale. C'est une bataille par le haut qu'il nous faut mener et gagner !

A la faveur de la crise, l'expression « souveraineté industrielle » est revenue à la mode. Il est toujours hasardeux de plaquer des concepts politiques sur des réalités économiques. La France s'est massivement désindustrialisée au cours des trente dernières années. Elle n'est plus réellement indépendante que dans certains secteurs très ciblés : le nucléaire, l'agroalimentaire ou la construction navale (par ailleurs, attaqués de toutes parts...). La réalité veut que nos grands succès industriels se bâtissent désormais à l'échelle européenne et mondiale. Au risque de choquer certains, j'affirme que le capital d'une entreprise n'a pas de nationalité. Et quand des capitaux étrangers investissent en Pays de la Loire, ce n'est pas l'origine des fonds qui m'intéresse, mais le nombre d'emplois créés. Le combat victorieux que j'ai porté avec Bruno Retailleau et les élus du territoire, auprès du gouvernement et de la Commission européenne, pour bloquer le rachat des Chantiers de l'Atlantique par l'armateur italien Fincantieri et des fonds spéculatifs

chinois, relevait moins d'un enjeu de souveraineté (les Chantiers ont longtemps été coréens sans que cela ne gêne personne) que de notre volonté de rejeter une offre dangereuse pour notre filière (le risque de transfert de technologie vers la Chine était avéré) et économiquement absurde (les carnets de commande sont pleins).

L'industrie française n'a pas besoin de grands discours, elle a besoin d'investissements, de recherche et d'innovation. Récemment, nous avons soutenu, avec Le Mans Métropole, les investissements de l'entreprise sarthoise Colart, spécialisée dans la fabrication de peintures, pour moderniser sa chaîne de production. Résultat : elle a rapatrié de Chine plusieurs lignes de production et créé de nouveaux emplois en Sarthe. Il n'y a pas de fatalité : la réindustrialisation par les compétences, les technologies de pointe et la transition écologique, est le combat de notre génération !

L'industrie, c'est aussi la bataille de l'image. Le cliché de l'usine façon « Germinal », et son imaginaire de pollution, d'exploitation et de misère, lui colle à la peau. Un cliché que certains, au nom d'une écologie décroissante et punitive, n'hésitent pas à brandir. Ils affirment qu'il faut renoncer au progrès et à l'économie de marché. Ils prétendent qu'il faut renoncer à l'avion ou au commerce maritime. L'industrie ne fait pas de politique, pourtant elle leur apporte la seule réponse qui vaille : celle des projets, que la région soutient d'ailleurs – l'avion décarboné d'Airbus, la première usine à hydrogène vert en Europe de Lhyfe ou le premier cargo roulier à voile de Neoline...

Mais l'industrie, c'est aussi et avant tout une aventure humaine. Cette « pâte humaine » est la raison d'être du label « FrenchFab », lancé par le gouvernement, pour promouvoir et développer l'industrie française. Cette initiative s'est rapidement structurée, d'abord en Mayenne puis dans nos

5 départements, au point de faire des Pays de la Loire la première région « FrenchFab » de France. Je veux remercier sincèrement nos 5 ambassadeurs : Erwan Coatanéa en Mayenne, Céline Bourdin en Sarthe, Yan Jaubert en Maine-et-Loire, Nicolas Masson en Loire-Atlantique et David Soulard en Vendée, qui portent haut les couleurs de l'industrie régionale.

Notre message à tous est très simple. Il s'adresse d'abord à notre jeunesse : faites le pari de l'industrie ! Cette année, il y a dans notre région quatre mille emplois industriels à pourvoir, qui sont autant d'opportunités à saisir et de carrières à construire. Bâissez avec nous l'industrie de demain. Foncez !

Provoquer le changement plutôt que le subir !

Commerce et artisanat sont les premiers employeurs de la région. Ils ont vécu des années compliquées, entre le mouvement des gilets jaunes et les confinements à répétition. En parallèle, la révolution numérique a tout bouleversé. La place de marché est désormais mondiale, mais la concurrence l'est aussi et elle est rude !

Mi-novembre, en plein deuxième confinement, je réunis l'ensemble des présidents des associations de commerçants. Je m'attends à une réunion houleuse : le débat médiatique tourne en boucle sur le rôle supposé « prédateur » d'Amazon sur le petit commerce et le géant américain vient d'annoncer son implantation au sud de Nantes. Je me suis exprimée en faveur du projet, sous les quolibets de la gauche moralisatrice (ce qui ne l'interdit pas de vendre sa littérature sur Amazon !). Ce débat est à mes yeux une pure hypocrisie : que celui qui n'a jamais rien acheté sur une plateforme jette la première pierre. Et je n'ai pas l'habitude de renoncer à mille emplois en CDI pour me donner bonne conscience !

Les présidents de commerçants sont plutôt sur cette ligne. Ils ne font pas d'Amazon un bouc-émissaire. L'un d'eux me dit même qu'au lieu de créer son propre site Internet, il préférerait vendre ses marchandises sur Amazon, et pour cause : c'est le plus grand marché du monde ! Ils ont compris que la tendance de fond était irréversible. Et ils ont raison.

Craindre le changement, c'est le laisser vous détruire. Anticiper et accompagner les mutations, c'est se donner une chance d'en tirer des bénéfices. Et c'est précisément le rôle que j'assigne à la région. Là où certains ne voient que des difficultés, je vois des opportunités. Partout, la globalisation technologique se double d'un retour au local. Plus notre univers se mondialise plus la proximité redevient une priorité voire une nécessité. Notre combat ne doit pas être celui des moyens de consommation – la révolution a déjà eu lieu, elle est derrière nous ! –, mais celui de l'origine et de la qualité des produits. Et ce combat-là, nous sommes prêts à le relever ensemble !

Sauver notre agriculture est un enjeu de civilisation

Lydie Bernard, qui est ma vice-présidente chargée de l'agriculture, a coutume de dire : « *il n'y a pas une agriculture mais des agricultures* ». Et j'ajoute : « *et des agriculteurs !* » L'agriculture, ce sont d'abord des chiffres, des tonnages, des politiques à acronyme... Mais où sont les hommes et les femmes qui nous nourrissent, qui façonnent nos paysages, qui font partie de notre identité ? Où sont ceux qui, à côté de nos soignants, de nos agents d'entretien, de nos boulangers, de nos bouchers, de nos pêcheurs, de nos primeurs, de nos personnels des grandes surfaces..., ont tenu le pays à bout de bras quand tout était à l'arrêt ? Nos agriculteurs ne sont jamais confinés : ils ont toujours rempli les assiettes de nos familles. Et la moindre des choses, c'est de leur dire : merci !

Le métier d'agriculteur, ce fut d'abord pour moi celui de mes deux grands-pères (qui vivaient de part et d'autre de la forêt de Bercé, en Sarthe, que nous traversions en famille pour leur rendre visite, à l'un et à l'autre). Et c'est le métier qu'exerce toujours mon cousin Pascal Langevin, éleveur à Beaumont-Pied-de-Bœuf dans la Sarthe. Je le retrouve chaque année à la Foire du Mans, où s'exposent les richesses du terroir sarthois. Lors de la dernière édition, il y a deux ans, l'ambiance était maussade. L'agribashing fait, à l'époque, des ravages. Et la profession accumule les difficultés : chute des prix des denrées, hausse des carburants, concurrence internationale déloyale... Le moral est au plus bas. Mon cousin, pourtant d'un éternel optimisme, me confie qu'à l'approche de la retraite, il craint de ne pas pouvoir céder son exploitation. C'est le travail de toute une vie !

La lassitude est partout. Pourtant, pas une profession n'a fait plus d'efforts pour réduire son impact sur la nature. Et pas une profession ne porte plus haut la valeur du travail. Mais les efforts ne suffisent jamais aux yeux d'idéologues qui ne savent rien de la nature et de la terre. Et le travail ne paie pas ou mal.

« *Macron, veux-tu encore de tes paysans ?* » scandent les Jeunes Agriculteurs (JA) sur le bord de nos routes. La question existentielle est posée. Elle est vertigineuse. Hier adulés des Français, nos agriculteurs sont aujourd'hui attaqués et conspués. Aucun agriculteur ne nie la nécessité d'en faire plus pour la biodiversité. Personne n'ignore que le chemin vers une agriculture plus durable est encore long (rappelons, au passage, que l'agriculture française est déjà la plus durable au monde !). Alors pourquoi attiser les haines ? Et pour quelle alternative ? Aucun autre modèle agricole au monde que le nôtre n'est capable de produire massivement des denrées de qualité. Que les choses soient dites : il n'existe pas d'alternative à l'agriculture française.

La région a soutenu le très beau film « *Au nom de la terre* » d'Edouard Bergeon, avec Guillaume Canet. Il décrit la descente aux enfers d'un agriculteur broyé par les dettes. J'ai eu l'occasion d'échanger avec son réalisateur – qui s'est inspiré de la vie de son propre père. Le piège, selon lui, serait d'enfermer l'avenir de l'agriculture dans un débat binaire (pour ou contre le bio, pour ou contre l'agriculture conventionnelle...), quand il faudrait, au contraire, l'élargir à toutes les pratiques et l'ouvrir à la société tout entière.

La France a peu-à-peu tourné le dos à la ruralité. Les Français ne comprennent plus ce qui se joue dans nos champs et dans nos fermes. Il faut que chaque consommateur sache ce qu'il en coûte à un agriculteur de produire ce qu'il mange – et ce qu'il lui en coûte d'avancer vers un modèle encore plus durable. C'est le prix de la reconnaissance du travail accompli. La question qui doit nous mobiliser est simple : comment garantir à la fois une alimentation de qualité au plus grand nombre et des revenus décents aux agriculteurs ? Les promesses de rupture radicale sont séduisantes à l'oreille, mais elles risqueraient de faire des ravages sur un modèle en crise, qui a perdu 80% de ses agriculteurs en une génération ! N'oublions pas que dans le terme « transition écologique », il y a le mot « transition ». Et rappelons-nous une évidence : on ne fera pas l'agriculture de demain sans agriculteurs !

La réponse à la crise agricole est, forcément, globale. Il faut en priorité préserver le budget de la PAC et orienter davantage les aides vers le soutien à la production, à l'emploi et aux démarches durables. Il faut intégrer le coût de revient de l'agriculteur dans la formation des prix pour empêcher le travail à perte. Il faut introduire des clauses de qualité dans les traités de libre-échange et refuser d'importer des denrées qui nuisent à l'environnement et au bien-être animal (d'où notre opposition constante aux traités

de libre-échange, comme le CETA). Il faut imposer l'étiquetage de l'origine de tous les produits alimentaires et, bien sûr, encourager les initiatives vertueuses, comme nous le faisons en accompagnant la conversion des exploitations au bio. En clair, il faut « remettre la ferme au milieu du village » et continuer à renforcer l'attractivité de nos territoires ruraux.

« Madame Relance »

Elysée, le 16 mars 2020 : « *Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire, certes, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale.* » Emmanuel Macron vient d'annoncer la mise sous cloche du pays. La « quarantaine » va durer jusqu'au 11 mai : un mois et vingt-cinq jours d'une lutte acharnée pour soutenir nos soignants et maintenir notre économie la tête hors de l'eau. Tous nos clignotants sont subitement passés du vert au rouge. Il a fallu couvrir tous les fronts à la fois : sanitaire, économique et social, et pallier les manquements de l'Etat. La région s'est transformée en centrale logistique pour acheminer des masques achetés en Chine (dans des conditions rocambolesques), nous avons multiplié les fonds de soutien économique et les opérations de distribution de nourriture... Je veux, d'ailleurs, dire ma reconnaissance aux agents régionaux, et en particulier à notre directeur général des services, Xavier Daudin-Clavaud, qui, souvent loin de leurs fonctions habituelles, se sont démultipliés et ont fait preuve d'un admirable sens du service public. Rien n'aurait été possible sans eux.

Dès la fin du premier confinement, j'ai immédiatement endossé mes habits de « Madame Relance ». La crise sanitaire n'est pas terminée (chacun s'en sera rendu compte !) et des secteurs (la restauration, le sport ou la culture) restent fermés, mais j'ai la certitude qu'il n'y a pas une minute à perdre pour aider nos filières à redémarrer et à se projeter vers l'avenir.

Nous mettons 500 millions d'euros sur la table (un effort rendu possible par notre gestion budgétaire rigoureuse au cours des 4 années précédentes, et qui a d'ailleurs été saluée par Standard & Poors) et nous négocions avec le gouvernement un plan de relance d'1 milliard d'euros. Je n'ai qu'une obsession : être au rendez-vous de la crise, et tout faire pour protéger les plus fragiles, soutenir nos entreprises et accélérer sur les enjeux essentiels que sont l'environnement ou la santé. Et la mobilisation de tous paye : les entreprises régionales captent 20% des fonds d'Etat pour le soutien à l'industrie (les Pays de la Loire pèsent 5% du PIB national) et tout indique que, malgré les difficultés que rencontrent les secteurs de l'hôtellerie-restauration ou les transports, notre économie régionale tient le choc et fait même mieux que cela !

A ce propos, je tiens à saluer l'action du ministre de l'Economie. Si la gestion de la crise a souvent été considérée comme chaotique, Bercy échappe très largement à la critique. Je n'oublie pas que 90 000 entreprises régionales ont pu accéder, de façon très simple, au fonds national de solidarité, qui leur a souvent permis d'éviter le pire. Les échecs sont toujours plus bruyants que les réussites. En l'occurrence, les qualités de Bruno Le Maire méritent d'être reconnues.

Faire sauter les verrous qui bloquent la France

La crise a révélé ce que nous savions déjà : la France vit sous verrou. Le prix de ces blocages est faramineux : les initiatives sont bridées, la complexité est partout, la réussite est cadennassée – voire suspecte...

La liste de ces verrous n'est plus à faire : un taux d'endettement de 120% du PIB, un niveau de dépenses publiques 10% supérieur à celui de l'Allemagne, un taux de prélèvements obligatoires qui confisque 45% de la richesse et 37 milliards d'euros d'intérêts à rembourser par an (cinq fois le budget du ministère de la justice !). Sommes-nous, pour autant, mieux

soignés, mieux formés, mieux éduqués ? Je ne ferai à personne l'indéclicatesse de répondre à la question...

L'actualité récente nous a livré un exemple édifiant de tout ce dont la « technocratie » est capable. Je veux parler de ce qu'il convient d'appeler « l'affaire Valneva », du nom de cette entreprise de la biotech nantaise, qui a été la première en France à trouver un vaccin contre le Covid mais qui, faute de soutien de l'Union européenne et du gouvernement français, a dû faire le choix de produire ses doses en Ecosse, avec l'appui du gouvernement britannique – et au bénéfice exclusif des sujets de sa Gracieuse Majesté !

Pourtant, dès le mois d'avril 2020, avec le préfet de région Claude d'Harcourt, nous alertions la ministre de l'industrie sur le formidable potentiel de Valneva et sur l'opportunité pour la France de développer une filière locale de production. Notre courrier et les interventions répétées des dirigeants du groupe nantais se sont perdus dans les limbes de l'administration...

Cet invraisemblable « loupé » européen et français a fait les gros titres de la presse, qui n'a pas manqué de pointer les terribles travers de notre système bureaucratique.

Que voit-on quand on se compare aux britanniques ? Dès le début de la pandémie – avant même les premières mesures de confinement –, le Royaume-Uni se mobilise pour produire « un vaccin national » et prend tous les risques pour y parvenir, y compris en finançant, au profit de Valneva et d'autres, des usines de production avant même l'achèvement des phases de test. Au sortir de l'été dernier, la stratégie vaccinale britannique est en place et elle va se déployer massivement tout au long de l'hiver. A l'heure où j'écris ces lignes, 50% des britanniques ont reçu une première dose de vaccin – contre 15% en France... Côté européen, nos dirigeants

se sont comportés en simples acheteurs, qui négocient les prix à la baisse et certifient la qualité des marchandises, mais sans jamais engager une stratégie scientifique et industrielle à la hauteur des enjeux. Résultat : l'Europe n'a pas su concevoir ses propres vaccins et doit se contenter de produire ceux des autres. Une humiliation pour le premier marché économique mondial ! Et une hérésie si l'on considère que les chercheurs européens ont largement contribué aux succès des laboratoires américains... Dans un entretien à la télévision grecque, Emmanuel Macron a regretté que « *l'Europe ait manqué d'ambition et de folie* ». Et si le manque de folie n'était pas, tout simplement, un manque de courage ?

Aucun port français dans les dix premiers en Europe...

Je veux m'arrêter un instant sur un autre de ces verrous, qui réussit – trop souvent à mon goût – à passer sous les radars médiatiques. Je veux parler – et d'expérience ! – du syndicalisme français. Depuis le mois d'octobre 2019, je suis la présidente du conseil de surveillance du Grand Port Maritime Nantes/Saint-Nazaire (ce qui, au passage, est un fait unique en France : je suis la seule élue locale à présider – à titre gracieux, je précise – un port d'Etat. Avec les maires de Nantes et Saint-Nazaire, ainsi que le président du département de Loire-Atlantique, nous avons obtenu du gouvernement que les collectivités soient associées plus étroitement à la gestion du port, sur le modèle de certains grands ports européens, notamment celui d'Anvers en Belgique).

Ce fleuron portuaire, propriété de l'Etat, est un atout-maître pour notre territoire. C'est une porte d'entrée et de sortie commerciale vers l'Atlantique et le monde. Le mandat que j'ai reçu se limite, en théorie, à définir, avec les collectivités territoriales et les acteurs économiques, la stratégie de développement portuaire et à en assurer le suivi. Mais, rapidement, ma tâche s'est enrichie d'une nouvelle mission, dont je ne mesurais pas,

à l'époque, l'ampleur : recueillir les doléances des entreprises du port. Et au cœur de leurs critiques, un nom revient sans cesse : CGT.

La centrale syndicale (que je distingue très clairement des autres syndicats) assume une cogestion « de fait » du Grand Port. Une cogestion qui s'appuie sur le fameux statut des dockers, hérité d'une loi de 1947, qui rend, pour des raisons que je n'ai pas le temps de développer ici, ses bénéficiaires intouchables ou presque. Rien ne peut se faire sans la CGT. Et toute décision qui ne lui convient pas donne lieu au même chantage : ou c'est le renoncement ou c'est le blocage du port (dont le dernier épisode d'ampleur, en décembre 2019, a occasionné des pertes chiffrées en millions d'euros). Résultat : la France, qui dispose de la plus grande façade maritime d'Europe, ne classe pas un seul de ses ports parmi les dix premiers européens. Est-ce si surprenant ?

Les dérives du syndicalisme français sont largement documentées. Un rapport du député Nicolas Perruchot, publié en 2012, a fait date (et malheureusement long feu...) : 4 milliards d'euros d'argent public sont versés chaque année aux syndicats (qui représentent à peine 9% des salariés français). L'Etat donne le bâton pour se faire battre ! D'autant que les dotations des syndicats ne sont pas fonction du nombre de leurs adhérents, mais de leurs capacités à gagner des élections professionnelles auxquelles un nombre extraordinairement réduit de salariés participe.

Nos syndicats sont aussi riches qu'ils ne sont pas ou très peu représentatifs. C'est le parfait cocktail pour entretenir une forme d'irresponsabilité, qui vire parfois à l'impunité et qui, au Grand Port et ailleurs, fait de terribles ravages...

Et demain...

Mon combat, c'est l'emploi. Rien n'est plus intolérable qu'un emploi non pourvu dans un pays qui compte 10% de chômeurs. Partout des postes sont vacants. Le phénomène est global et touche de très nombreux secteurs : paramédical, restauration, logistique, etc. C'est un frein au développement de notre économie. Et c'est aussi un terrible échec moral et social. Car il ne faut pas se leurrer : le plus souvent, ces emplois ne sont pas pourvus faute de candidats motivés, faute de courage, faute d'envie de se retrousser les manches. Et la gauche qui promet un « RSA jeunes » ne fera qu'aggraver cet état de fait. Promettre à un jeune, au seul motif qu'il a moins de vingt-cinq ans, un revenu sans travail payé par le contribuable est une honte et prépare notre pays à des lendemains très difficiles.

Nous avons mobilisé notre outil de formation, nous l'avons orienté vers les besoins réels de l'économie, nous avons renforcé les formations courtes qui sont plus efficaces, et d'ailleurs les résultats sont là : 75% de ceux qui passent par nos formations courtes trouvent un emploi dans les six mois. Je ne laisserai pas détruire cette dynamique. Et je lancerai une grande mobilisation pour le recrutement et le travail des jeunes. C'est un combat politique et philosophique qui m'oppose frontalement à la gauche. Et je veux le porter haut et fort dans cette campagne.

Vive l'entreprise et vive le travail !

Chapitre 2

Relever ensemble les défis écologiques

« Je suis la première écologiste de la région ».

J'ai prononcé cette phrase lors d'une séance du conseil régional. Sans surprise, elle a provoqué l'ire de mes opposants écologistes. Ils l'ont prise pour une usurpation d'identité. Pourtant, je ne retire pas un mot à ce que j'ai dit. Mieux, j'affirme que ce que notre majorité a fait en matière d'écologie, aucune majorité ne l'avait fait avant elle.

L'écologie n'est le monopole d'aucun parti. Et je considère qu'il n'existe pas une écologie, mais « des » écologies, comme il existe des droites et des gauches. Ce n'est pas qu'un débat sémantique, c'est le choix de société qui s'offre à nous. Ou nous répondons au défi climatique comme à tous les grands défis qui se sont présentés à nous : par le dépassement intellectuel, scientifique et technologique, ou nous considérons que l'homme est l'ennemi mortel de la nature et qu'il faut, par conséquent, le punir, le contraindre et l'empêcher.

Cette dernière option, dominante dans les médias, a le mérite de ne pas s'embarrasser de complexité : le progrès technique est à proscrire – point barre ! La Convention citoyenne pour le climat nous en livre un aperçu éclairant. En parcourant la liste des propositions formulées, on constate qu'il n'est nulle part question de recherche, d'innovation ou de science. Son seul credo, c'est : taxer, limiter, interdire. Mais il est vrai qu'après tout, à quoi bon s'ingénier à créer l'avion vert puisque « les avions ne doivent plus faire partie des rêves d'enfant », du moins si l'on en croit la maire écologiste de Poitiers...

Si l'on déroule la pelote de l'écologie politique, que trouve-t-on au bout ? Un projet idéologique sans rapport avec la réalité. Qui ira croire que l'on va cesser de construire des logements dans une région qui gagne trente mille habitants par an ? Qui ira croire que l'on va imposer à des millions d'automobilistes d'abandonner leur voiture au profit du train et du vélo ? Et que dire de l'idée absurde qui consisterait à fermer sans préavis nos centrales nucléaires qui garantissent notre indépendance énergétique et nous permettent de rejeter dix fois moins de CO₂ que l'Allemagne.

L'écologie politique ne franchit pas le mur du réel. Et c'est la raison pour laquelle les écologistes finissent toujours par s'occuper d'autre chose que d'environnement. Cette écologie hors-sol est le paravent d'une idéologie dont on mesure pleinement, plus d'un an après les municipales, les dégâts qu'elle provoque : une mosquée intégriste subventionnée à Strasbourg, la viande retirée des cantines à Lyon, les sapins de Noël proscrits à Bordeaux, le Tour de France banni à Rennes, etc.

Une idéologie que ces nouveaux édiles se sont, d'ailleurs, bien gardés d'afficher durant leur campagne. Mais, derrière les slogans vaporeux : « la ville apaisée, les circulations douces et les circuits courts... », le visage d'une gauche dure et profondément dogmatique s'est fait jour. Mais il était déjà trop tard...

L'écologie que je défends en est l'exact contraire. Elle repose sur une conviction forte : il est indispensable d'intégrer l'écologie dans toutes les décisions, mais sans jamais dire, par principe, qu'il faut tout arrêter, ne plus se déplacer, ne plus construire, ne plus rien produire. Et cela pour une raison simple : je crois à l'écologie du progrès et, donc, des solutions. Ce que nous ne devons plus faire pour préserver l'environnement, nous devons apprendre à le faire autrement. Les finalités – se déplacer, construire,

produire – ne varient pas. Ce sont les moyens pour y parvenir qui changent, y compris de façon radicale, s'il le faut.

Je considère l'écologie pour ce qu'elle est d'abord : une science dont l'objet est de comprendre comment l'homme et la nature interagissent. Nous avons constitué un pôle d'experts scientifiques qui nous aide à saisir les enjeux et à bâtir les politiques adéquates. Nous avons doté la collectivité d'une direction de la transition écologique et de l'environnement – que nos prédécesseurs n'avaient pas jugé utile de créer. Et, dès le départ, nous avons posé les piliers d'une politique utile et pragmatique : développer les énergies renouvelables pour contribuer à décarboner notre économie, accompagner la transition de notre agriculture et protéger la biodiversité. Avec en ligne de mire, un objectif simple : faire de l'écologie une opportunité de croissance, d'emplois et de qualité de vie.

Première région à hydrogène de France

Je veux que les Pays de la Loire deviennent la première région à hydrogène vert de France. L'hydrogène vert est l'énergie du futur, celle qui va nous permettre de décarboner notre industrie, nos transports, nos logements. Nous avons engagé une enveloppe de 100 millions d'euros et nous mobilisons les acteurs majeurs du secteur : EDF ou l'Automobile club de l'Ouest (première voiture à hydrogène aux 24 Heures du Mans en 2024), mais aussi des PME formidables, comme la société sarthoise Qairos Energies qui produit de l'hydrogène à partir du chanvre ou la start-up Lhyfe qui crée et stocke de l'hydrogène renouvelable sans émettre un gramme de CO₂. L'inauguration de la première usine de production, à Bouin en Vendée, m'a marquée : être au démarrage d'un projet qui va produire des impacts aussi positifs pour la société est un privilège rare.

La prochaine étape est le déploiement de l'hydrogène dans les transports : tous les transports – sur route, en mer, dans les airs ou sur les rails. Nous avons déjà subventionné une première station d'avitaillement au Mans, et d'autres viendront à mesure que la production augmentera. Cette révolution énergétique va nous permettre de porter à 30% la part d'énergies renouvelables dans notre mix énergétique. Et de créer une filière industrielle locale et les milliers d'emplois qui vont avec.

Mais l'énergie la plus propre est encore celle que l'on ne produit pas. L'isolation énergétique des bâtiments est, donc, un enjeu majeur : au cours des cinq dernières années, la région a contribué à la rénovation énergétique de 127 000 logements. Nous porterons l'effort à 220 000 dans les prochaines années. C'est un combat essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour le pouvoir d'achat des ménages.

Nous estimons à trois cent mille emplois directs et indirects (soit 20% des emplois régionaux) la part des salariés qui travailleront, d'ici 2027, dans les énergies renouvelables. Nous sommes déjà, et pour la quatrième année consécutive, la première région de France en nombre d'emplois dans les énergies marines renouvelables, grâce notamment au projet de parc éolien au large du Croisic.

Cette première place, nous y sommes attachés. Et nous ne sommes pas près d'y renoncer !

La surface agricole bio a doublé en cinq ans

L'alimentation est au cœur de nos préoccupations. En 2019, nous avons voté le premier plan « Alimentation/Santé », doté de 20 millions d'euros, dont l'une des traductions la plus concrète est notre engagement à servir 100% de produits français, 50% de produits régionaux (mais déjà 100%

de viande issue de l'élevage régional) et 20% de produits bio dans les assiettes de nos lycéens. C'est une responsabilité vis-à-vis de nos enfants. Et un devoir vis-à-vis de nos agriculteurs. Rappelons que l'agriculture en Pays de la Loire, ce sont 23 600 exploitations, 1200 installations par an (dont un tiers en bio) et 82 000 salariés. Nos terres agricoles couvrent 70% de la surface totale de la région.

S'il est indispensable de valoriser la fonction nourricière de l'agriculture, son rôle bénéfique pour l'environnement doit aussi être souligné et encouragé. Loin de l'image fautive véhiculée par certains, l'agriculture – et l'élevage en particulier – concourt à la fertilisation des sols, à la préservation du bocage et à la capture du carbone (la moitié de notre surface agricole est composée de prairies).

Et c'est, évidemment, encore plus vrai de l'agriculture bio. Sur la durée du mandat, nous avons engagé 55 millions d'euros de plus que la précédente majorité pour soutenir l'agriculture bio et les agriculteurs désireux de convertir leur exploitation. La surface de terres agricoles bio a doublé au cours des cinq dernières années ; ce qui nous place au quatrième rang national ! Avec le soutien de l'Union européenne, nous mobilisons une enveloppe de 24 millions d'euros sur deux ans pour valoriser « les services environnementaux » (stockage du carbone, protection des pollinisateurs et de la biodiversité, préservation de l'eau...) rendus par les agriculteurs bio. Et nous soutenons, à travers le dispositif « Ferme bas carbone », toutes les mesures engagées pour limiter les émissions de CO₂.

Le chemin vers une agriculture durable est, bien sûr, encore long, mais le mouvement est largement engagé. Et notre région compte même plusieurs longueurs d'avance.

Reconquérir la qualité de notre eau

L'eau est la matrice de notre région. La Loire la traverse de part en part et ses milliers d'affluents et de confluent dessinent nos paysages. Notre façade maritime s'étend sur 450 kilomètres et nous projette vers l'océan Atlantique et le grand large. Pourtant, l'eau est une ressource dégradée en Pays de la Loire : seuls 11% de nos cours d'eau sont en bon état écologique. C'est une honte et un scandale écologique. J'ai fait de la reconquête de la qualité de notre ressource en eau une priorité. Nous y engageons près de 50 millions d'euros sur cinq ans, au travers de mesures très concrètes : la protection des captages d'eau (d'où est puisée l'eau du robinet) par la « remise en herbe » des parcelles alentours ou l'entretien de nos rivières et zones humides. Nous avons, également, initié la restauration du lit de la Loire qui, entre Angers et Nantes, est gravement endommagé par sept cents épis rocheux installés par l'homme, il y a plus d'un siècle. Ces avancées artificielles et les extractions de sable ont fini par déséquilibrer le fleuve, au point de le couper de certains de ses bras secondaires. Les opérations très lourdes qui ont été engagées visent à rétablir le fonctionnement naturel du fleuve et à permettre à la biodiversité de recouvrer ses droits.

La reconquête de la qualité de l'eau est un travail de longue haleine. Elle implique la mobilisation de centaines d'acteurs à travers les territoires. Notre objectif est ambitieux, mais nous l'atteindrons, tous ensemble : tripler le nombre de nos cours d'eau en bon état écologique d'ici 2027.

Planter deux millions d'arbres

Notre région souffre d'un paradoxe : elle est au troisième rang des régions dans la filière de l'aménagement, de l'ameublement et de la construction en bois, mais elle figure parmi les territoires les moins boisés de France (à l'exception notable de la Mayenne et d'une large partie de la Sarthe qui abritent d'immenses forêts, et notamment celle de Vibraye dont le

propriétaire, Philippe d'Harcourt, vient d'offrir deux chênes centenaires à la cathédrale Notre-Dame de Paris pour la reconstruction de sa flèche !). Dès le début du mandat, nous avons initié une démarche symboliquement très forte : « une naissance, un arbre ». A chaque naissance (40 000 par an en Pays de la Loire), nous contribuons à la plantation d'un arbre dans la commune où réside la famille. Cette initiative a donné lieu à de très beaux moments de partage avec les familles, autour de ces arbres qui symbolisent la transmission et le respect de l'environnement. Mais nous avons décidé d'aller beaucoup plus loin en engageant un plan « Bois/Forêt » qui prévoit, notamment, de planter deux millions d'arbres d'ici 2024 pour régénérer nos forêts et replanter des friches naturelles à l'abandon. Cette démarche présente un double intérêt : développer l'arme n°1 contre le réchauffement climatique que sont les arbres et renforcer une filière en plein essor capable de généraliser l'usage du bois, matériau le plus écologique qui soit, dans la construction, notamment.

Et demain...

A mes yeux, l'écologie est indissociable de la beauté des paysages. J'ai exprimé, à plusieurs reprises, des réserves sur le développement massif des éoliennes terrestres à divers endroits de nos territoires, et notamment à proximité de lieux historiques ou culturels emblématiques, je pense notamment au Puy du Fou. Je ne dis absolument pas qu'il faut interdire les installations – je n'en ai d'ailleurs pas le pouvoir –, mais il me paraît indispensable que le consentement des maires et le recueil de l'avis des riverains soient des préalables à toute implantation.

L'écologie que je défends ne fait pas de distinction fondamentale entre la préservation du patrimoine bâti et naturel. Notre cadre de vie est fait, tout

à la fois, de végétal et de minéral, mais aussi de pierres taillées par l'homme. Et les uns ne vont pas sans les autres. C'est cette harmonie que je veux défendre à travers la reconquête de nos chemins verts (et la plantation de 500 kilomètres de haies supplémentaires), la création de trois nouvelles réserves naturelles régionales et de « l'Académie régionale de la nature et du patrimoine ». Sur le modèle à la fois ancien et précurseur du « National Trust » britannique, je veux faire de la protection de notre patrimoine historique et naturel une grande cause du prochain mandat. C'est en mêlant notre histoire, notre culture, nos paysages et notre nature que l'on fera de l'écologie une véritable force de partage, de transmission et de préservation.

Chapitre 3

Il n'y a pas de liberté sans autorité

Le Mans, 12 octobre 2020, 2 heures du matin.

J'effectue avec trois policiers de l'unité Police Secours une patrouille de nuit. Je porte un gilet pare-balle et je distingue, sous le tableau de bord, ce que je crois être un fusil à pompe – ma connaissance des armes à feu est, je dois bien le reconnaître, rudimentaire... Le cadre ne plaide pas pour la détente et la rigolade, mais je me sens à l'aise au milieu de mes collègues d'un soir qui consacrent, eux, toutes leurs nuits à faire que nous puissions dormir sur nos deux oreilles.

J'ai pour la police, et les forces de l'ordre en général, un respect instinctif. Je suis naturellement du côté de la loi et de l'ordre. Et je ne comprends pas la défiance qui se répand contre la police. Comment une Nation qui a marché, samedi après samedi, mois après mois, sur le fil de l'insurrection et qui vit toujours sous la menace du terrorisme islamiste, peut tolérer que ceux qui prennent tous les risques pour la protéger soient traînés dans la boue ? Je ne nie pas que des policiers isolés puissent abuser de leur pouvoir, mais parler, comme le font certains politiques, de « *racisme et de violences policières systémiques* » relève, d'après moi, de l'outrage et du mensonge public.

Les policiers que j'accompagne me disent qu'ils peuvent tout endurer : la violence, les nuits sans sommeil et les heures supplémentaires non payées, mais pas les attaques contre leur probité et leur honneur. Ça leur est insupportable ! Et j'ai compris, ce soir-là, combien le « *malaise policier* » était profond.

Une nuit avec la police au Mans

Deux mois plus tôt, lors d'un contrôle routier, l'un des leurs : Eric Monroy, brigadier de 43 ans, est tué par un chauffard en fuite. Le 12 août, j'assiste à l'hommage national qui lui est rendu à la préfecture de la Sarthe, en présence du ministre de l'Intérieur. Les visages dévastés par le malheur de sa femme et de ses trois filles me resteront longtemps en mémoire. Les mots très justes de Gérard Darmanin résonnent encore en moi : « *sans règle, sans autorité, sans policiers, il n'y a plus de République, plus de liberté* ».

L'un des trois policiers présents dans la voiture est un ancien coéquipier d'Eric Monroy. C'est le plus jeune de l'équipage et il est, manifestement, toujours très marqué par la mort de son collègue. Au milieu de la nuit, nous évoquons son souvenir, sa passion du métier et la fraternité d'armes qui les lie à jamais – tout ce qui fait que le métier de policier ne ressemble à aucun autre.

J'admire ces hommes animés par des valeurs que certains jugent désuètes et qui sont, pourtant, les piliers de la République : le respect de l'autorité, le sens du devoir et du sacrifice, l'amour de la France. Ces hommes et ces femmes servent un idéal plus grand qu'eux : tant qu'ils tiendront, c'est la République qui tiendra.

Mais très rapidement, la radio crache les ordres d'intervention et chasse nos discussions. La chronique d'une nuit de violences ordinaire va s'écrire sous mes yeux : rixes, violences conjugales, trafics de stupéfiants... Les paisibles citoyens que nous sommes n'ont pas idée de ce qui se trame la nuit en bas de chez eux – c'est d'ailleurs mieux ainsi !

Cette patrouille nocturne m'a permis de prendre la mesure des choses. Et d'autres déplacements : auprès des policiers de Nantes, des gendarmes de la Roche-sur-Yon et de Segré en Maine-et-Loire, des pompiers de Coulaines en Sarthe ou des policiers municipaux d'Angers, me confirment qu'à la

faveur de la crise, la sécurité s'est détériorée dans la région. Les rapports sociaux se « brutalisent », la violence et l'incivisme gagnent partout, des quartiers entiers vivent sous la coupe réglée des trafiquants et l'exaspération des citoyens monte... Rien de très neuf, me direz-vous. C'est vrai, mais c'est le degré, c'est l'intensité qui a changé. Et la géographie, aussi : l'insécurité n'épargne plus personne, y compris le monde rural longtemps considéré comme moins exposé.

Face à cette situation, certains – toujours les mêmes – ressortent les mêmes poncifs : à les croire, il ne s'agirait pas de confondre « insécurité et sentiment d'insécurité » – dit autrement, ne pas prendre ses peurs pour des réalités... Chiffres à l'appui, ils affirment que les choses ne vont ni mieux ni moins bien qu'avant. Et même, qu'à y regarder de plus près, la situation irait même en s'améliorant... C'est bien connu, les chiffres disent toujours ce que ceux qui les publient veulent qu'ils disent.

Mais arrêtons-nous un instant sur le sujet. Si vous considérez les chiffres de la délinquance à Nantes, vous constaterez que la réalité statistique (qui montre une hausse constante mais « contenue » des faits de délinquance) est très éloignée du ressenti de la population. Alors qui croire : les statisticiens de la place Beauvau ou les Nantais ?

Les statistiques, qui reposent quasi exclusivement sur les dépôts de plainte, disent une partie de la vérité : celle des faits caractérisés les plus graves (viols, agressions physiques, cambriolages...), mais pas toute la vérité. Et toute la vérité, ce sont les trafics à ciel ouvert, les incivilités, les manifestations prohibées, les tags... qui restent impunis et nourrissent le sentiment – bien réel, celui-là ! – d'une impunité qui gagne du terrain.

Combattre les groupuscules d'ultragauche

Durant six mois, des délinquants ont occupé illégalement la zone du Carnet, située sur l'estuaire de la Loire, où le Grand Port Maritime Nantes/Saint-Nazaire envisageait d'implanter un écoquartier dédié aux énergies renouvelables. Alors qu'aucun projet n'a jamais été déposé, une cinquantaine de militants d'ultragauche a bloqué l'accès au site pour y établir une « zone à défendre » (mieux connue sous l'acronyme « ZAD »), au nom de la défense de la biodiversité, mais surtout de la « *lutte à mort contre le capitalisme financier* ».

Fin mars, quatre cents gendarmes ont fini par évacuer, par la force, la cinquantaine de « zadistes » présents (et originaires de toute la France et même d'Allemagne et d'Italie), détruire les cabanes de fortune et évacuer cinq cents tonnes de débris et d'immondices. Le coût de l'opération est évalué à 100 000 euros, mais il est, en réalité, beaucoup plus élevé : tout projet d'envergure, en Loire-Atlantique, vit désormais sous la menace d'une ZAD. Si l'Etat ne met pas un terme aux agissements de ces groupuscules, c'est l'attractivité du département qui, à terme, est directement menacée. Je l'ai dit à Gérald Darmanin : depuis l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la Loire-Atlantique est considérée par de nombreux activistes comme une terre de luttes. Et je le répète avec force : la réponse de l'Etat aux provocations et aux violences de l'ultragauche doit être beaucoup plus rapide, sévère et musclée !

Tendre la main aux maires

La région agit déjà là où elle peut le faire : nous avons investi 9 millions d'euros pour protéger nos enfants (nos lycées ont été équipés d'alarmes, de caméras ou de portails de sécurité), 70% de nos TER sont vidéosurveillés, nous avons augmenté de 50% les subventions aux associations d'aide aux victimes de violences conjugales ou de harcèlement scolaire, nous

mobilisons tous les ans trente jeunes du service civique pour alerter nos lycéens et apprentis sur les dangers de l'alcool et de la drogue...

Mais comment faire plus ? Et sur qui s'appuyer, puisque la région n'a pas de compétence directe en matière de sécurité ? Comme dans beaucoup d'autres domaines, la réponse est à chercher du côté des communes. Le maire est le principal acteur de la sécurité sur les territoires, et il lui arrive d'être démuné face à des investissements de sécurité souvent coûteux. Nous avons engagé une première enveloppe de trois millions d'euros pour aider les communes à s'équiper en vidéosurveillance et à renforcer le matériel de leurs policiers municipaux. En parallèle, nous avons engagé des discussions avec la gendarmerie et la police pour que des opérations de sécurité ciblées soient menées là où les besoins sont les plus forts, et notamment à proximité de certains lycées ou dans nos transports régionaux, aux heures les plus sensibles.

Par ailleurs, et c'est un autre point essentiel, nous sommes particulièrement mobilisés sur la cybercriminalité, qui est un défi majeur pour nos entreprises et nos services publics (des compagnies d'assurance estiment que six entreprises sur dix ont subi une attaque informatique l'an passé). En 2019, j'ai défendu auprès du Premier ministre, Edouard Philippe, la candidature des Pays de la Loire pour accueillir une antenne régionale du futur « cybercampus » national – qui sera, dès 2022, le vaisseau-amiral de la lutte contre la cybercriminalité en France. Notre région a été retenue et nous travaillons activement à la mise en œuvre opérationnelle de cette antenne stratégique.

Et demain...

Je nommerai un vice-président à la sécurité afin d'assurer le déploiement de notre « Pacte régional de sécurité » et d'accompagner les projets de création de police municipale. Notre région compte parmi les territoires où le nombre de policiers municipaux (650 environ) est le plus faible de France. C'est le signe positif d'un territoire où la délinquance demeure relativement contenue, mais c'est aussi la marque d'une fragilité face à la montée de l'insécurité. Une fragilité à laquelle il nous faut remédier avec détermination.

Nous soutiendrons, également, la capacité des juges à requérir des peines de travail d'intérêt général (TIG), selon le principe basique : « tu casses, tu ré pares ». Faute de places disponibles dans les structures d'accueil, de nombreux juges prononcent d'autres sanctions, beaucoup moins efficaces. Nous subventionnerons les collectivités et les associations qui s'engageront à accueillir davantage d'individus condamnés à du TIG. Une peine de travail au bénéfice de la collectivité et de la société vaut, à mes yeux, beaucoup mieux qu'une simple amende ou qu'un sursis probatoire.

Plus généralement, il est indispensable de rétablir l'effectivité et l'exemplarité des peines. Que me disent, systématiquement, les policiers que je rencontre sur le terrain ? « *La justice ne suit pas !* » Le délinquant arrêté la veille est, dès le lendemain, de retour sur les lieux de son forfait. Et les trafics et les nuisances et les incivilités reprennent de plus belle ! La récidive est un cancer de la société. Il est indispensable de rétablir un système d'automatisme des peines et de mettre les multirécidivistes hors d'état de nuire.

Nous créerons la « Fondation de la femme et de l'enfant » pour soutenir les associations d'aide aux victimes d'inceste, de violences conjugales,

intrafamiliales ou scolaires, encourager les actions en justice contre les agresseurs et accompagner les familles dans leur mission éducative. Il me paraît essentiel d'étendre le périmètre de la fondation aux femmes et aux enfants. Ces violences détruisent des individus mais aussi des familles entières. Elles ne sont le triste apanage d'aucun milieu social : elles touchent toutes les couches de la société sans distinction.

A ce sujet, je veux m'arrêter un instant sur une actualité récente : il y a deux mois, j'ai demandé que l'œuvre d'un artiste renommé, exposée au musée de Fontevraud (dont la région est le principal financeur), soit retirée de l'exposition permanente le temps que la justice fasse la lumière sur les accusations de pédophilie dont il est l'objet. Je l'ai fait par égard pour la victime présumée et pour préserver la réputation de l'Abbaye royale. Son avocat m'accuse d'attenter à la présomption d'innocence et exige que l'œuvre de son client soit immédiatement réinstallée. Je ne le ferai pas, du moins pas avant qu'une décision de justice ne me l'impose. Il est probable qu'en l'état du droit, ce dernier ait raison et que le décrochage ne soit pas légal. Mais, indépendamment du cas particulier, je veux profiter de cette affaire pour alerter sur ce phénomène qui, il y a peu, ne donnait lieu qu'à très peu de plaintes. S'agissant d'un crime tel que l'inceste, dont on voit comme il procède tel un lent poison enfermant ses victimes dans le piège du silence, le moment est venu de faire évoluer notre droit en un sens plus protecteur des plaignants (en ouvrant, notamment, le débat sur les délais de prescription). Il ne faudrait pas qu'à l'ère de la libération de la parole succède celle de l'impunité judiciaire...

Chapitre 4

Donner à chaque jeune la meilleure chance de réussir

Rien ne compte davantage que la jeunesse. C'est l'une des raisons d'être de mon engagement politique. Je veux me battre pour laisser à la génération de mes deux garçons un monde meilleur. La formule fera sans doute sourire les cyniques, mais elle dit très exactement l'ambition qui est la mienne. Et cela tombe très bien : la région est la collectivité qui agit le plus concrètement pour le quotidien des jeunes – lycée, orientation, apprentissage, transports scolaires, insertion professionnelle...

Aimer la jeunesse et vouloir lui donner le meilleur : c'est ma priorité !

Je récusé le slogan « c'était mieux avant » qui a envahi les débats et les discours, y compris au sein de ma propre famille politique (n'oublions pas que, du général de Gaulle à Nicolas Sarkozy, en passant par Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, tous ceux qui ont conduit la droite à la victoire savaient parler à la jeunesse). Je ne me résous pas à ce que huit jeunes sur dix s'abstiennent aux élections locales.

« Comment les faire revenir à la vie civique ? », cette question m'obsède.

Il faut sortir des discours moralisateurs et ne surtout pas traiter nos jeunes avec condescendance et méfiance, comme le fait si souvent une partie de la classe politique. Et encore moins les cantonner au statut de « génération sacrifiée » à laquelle nous n'aurions rien d'autre à proposer qu'un salaire sans travail : le « RSA-jeunes » et des transports gratuits...

Ni coupables, ni victimes : les jeunes veulent d'abord être libres et autonomes !

Notre politique pour la jeunesse porte un nom : autonomie

Quel est le rôle d'une politique de la jeunesse sinon de lui offrir la liberté de choisir sa propre vie. De permettre à chaque jeune, quels que soient ses talents, ses origines, ses aspirations, de trouver la voie professionnelle qui lui plaît et où il pourra s'épanouir. Le combat qui est le nôtre pour la jeunesse porte un nom : autonomie.

Le 19 janvier dernier, j'ai rendu visite aux lycéens de première de la cité scolaire Aristide Briand à Saint-Nazaire qui, avec ses 3150 élèves, est l'une des plus importantes du pays. Malgré la grande bienveillance et la qualité de nos échanges, j'ai perçu une pointe de pessimisme dans leurs propos. Ces lycéens et étudiants sont entourés de professeurs engagés, ils bénéficient de perspectives professionnelles encourageantes dans un territoire où l'industrie, tirée par les Chantiers de l'Atlantique, est dynamique et puissante. Pourtant, une forme d'angoisse et de peur de l'avenir pointait, à l'image de celle qui domine en France pour les raisons évidentes que je n'ai pas besoin de décrire. Je ne leur en fais pas le reproche – je ne me le permettrais pas !

Je sais trop combien la crise pénalise la vie sociale, affective, culturelle, sportive de notre jeunesse. Mais je déplore que le discours négatif qui s'est enraciné en France – et cela bien avant la pandémie : j'ai le sentiment que la France est en crise depuis vingt ans... – finisse par déteindre sur notre jeunesse ; celle dont la vie est, d'abord, une formidable promesse !

Je me suis adressée à eux avec le cœur et l'énergie d'une femme qui ne veut pas se résigner à voir la crise abîmer la soif de vivre de notre jeunesse. Mais je fus heureuse, et même rassurée, de constater qu'à l'initiative des délégués de classe, nos lycéens nazairiens portaient de beaux projets d'avenir, notamment dans le domaine de l'écologie.

Au fond, la réponse à la morosité est là : dans l'engagement, dans l'envie d'embrasser des causes plus grandes que soi, de servir un idéal...

Le plus court chemin vers l'emploi

Fin 2015, Bruno Retailleau me nomme vice-présidente à l'apprentissage. Mon jugement sur le sujet est déjà fait : l'apprentissage est la voie la plus courte vers l'emploi.

Une voie très injustement dénigrée en France, où la formation 100% théorique a longtemps été considérée comme la seule digne d'intérêt. Terrible erreur : avec trois fois plus d'apprentis qu'en France, l'Allemagne comptabilise aussi trois fois moins de jeunes au chômage !

Notre première initiative consiste à réunir l'ensemble des acteurs à l'occasion d'un « Grenelle de l'apprentissage », qui nous permettra d'adopter dans la foulée un « Plan de relance de l'apprentissage », concerté et ambitieux. Tout le monde dans le même bateau et tous vers le même cap : c'est ma méthode, et j'y tiens !

Epaulée par une formidable directrice, Isabelle Cocaud, je mets les bouchées doubles : ouverture de 475 nouvelles sections d'apprentissage qui répondent précisément aux besoins des entreprises, chasse aux formations « voie de garage », soutien au logement des apprentis, investissements dans les CFA, déploiement de « l'Apprentibus » (copié depuis par plusieurs régions), mise en ligne d'une plateforme de recrutement...

La volonté politique précède toujours les résultats. Et ils ne tardent pas : +24% d'apprentis en quatre ans. Nous devenons la première région de l'apprentissage en France !

Nous avons également la charge de l'orientation, qui est un enjeu crucial : un échec scolaire sur deux pourrait être évité par l'orientation. Là encore, nous partons des besoins des lycéens et des collégiens pour bâtir des

réponses sur-mesure : un « Orientibus » par département (il s'agit de bus animés par des professionnels et équipés de technologies avancées : casques de réalité virtuelle, tablettes numériques...), la plateforme : choisirmonmetier.fr ou des initiatives locales, comme la « Maison de l'Orientation » à Cholet, pilotée par l'agglomération choletaise. La région va au-devant des jeunes, et pas l'inverse.

Valoriser « l'intelligence de la main »

Nous participons activement au développement des « écoles de production ». Elles sont déjà au nombre de sept dans la région et trois nouvelles écoles verront bientôt le jour en Mayenne et en Sarthe. Ces établissements de formation sont des réponses très concrètes aux attentes des élèves décrocheurs, qui aspirent à entrer rapidement dans la vie active.

Je me bats contre les aprioris et les idées reçues : « l'intelligence de la main » vaut toutes les intelligences et offrir à chaque jeune la formation qui lui convient est notre seule boussole.

A ce propos, je tiens à saluer le travail formidable de l'association « Espérance Banlieues » que nous soutenons (au prix des critiques de la gauche qui considère qu'en dehors de l'enseignement public, point de salut). « Espérance Banlieues » est une association qui développe, notamment au Mans et à Angers, un réseau d'écoles hors-contrat qui intègrent des jeunes des quartiers populaires. Un enseignement basé sur l'excellence scolaire et le respect des valeurs de la République leur est dispensé. Lors de l'inauguration de l'école Jules Verne (présidée par la formidable Stéphanie Jozan), au cœur du quartier des Glonnières au Mans, j'ai vu l'émotion étreindre un père de famille d'origine tunisienne hissant le drapeau tricolore dans la cour. Et cette grand-mère qui n'en revenait pas que sa petite-fille,

jusqu' alors réfractaire à toute forme d'apprentissage, ait finalement réussi à lire et à écrire.

La promesse fondatrice de l'école de la République, c'est d'avoir la même exigence pour tous, le fils de bourgeois comme le fils de pauvre.

Que la gauche puisse reprocher à des écoles privées d'honorer cette promesse républicaine me dépasse !

Ne refaisons pas la guerre scolaire !

La région se singularise par son offre très variée d'enseignement supérieur. 50 000 jeunes étudient dans des écoles ou des universités privées.

Public et privé constituent, à mes yeux, les deux jambes d'une même ambition : offrir à nos étudiants les meilleures chances de réussite.

Non sans une certaine inquiétude, je vois resurgir la vieille guerre scolaire que l'on croyait à jamais terminée. A Laval, l'Université catholique de l'Ouest (UCO) projette de déménager dans un lieu susceptible d'accueillir sept cents étudiants (trois cents de plus qu'aujourd'hui). C'est évidemment une formidable opportunité pour le dynamisme et l'attractivité du territoire. Et la région, avec le département de la Mayenne, soutient le projet sans hésitation. Ce qui semble ne plus être le cas de la ville de Laval. Après avoir publiquement soutenu le dossier, la nouvelle municipalité a finalement émis des réserves, sous la pression, manifestement, de certains élus opposés à l'enseignement libre.

L'idéologie a cela de terrifiant qu'elle se retourne toujours contre ceux qu'elle croit servir. En l'occurrence, les étudiants qui n'aspirent à rien d'autre qu'un cadre d'enseignement adapté à leurs besoins, et que l'enseignement supérieur privé est, à côté de l'université, susceptible de leur garantir. Ne laissons pas le dogmatisme rompre cet équilibre précieux. Et moins encore en cette période si difficile pour les étudiants ! Mais je reste

convaincue qu'à Laval et ailleurs, la raison et le dialogue nous permettront de surmonter ces clivages d'un autre temps.

Equité public/privé

1,5 milliard d'euros en six ans : c'est le budget pharaonique que la région a engagé en faveur des lycées. Mais les milliards ne disent jamais mieux que des projets ce que nous avons réellement fait. Nous avons construit deux nouveaux lycées : l'un à Nort-sur-Erdre (44) et l'autre à Saint-Gilles-Croix-de-Vie (85) et nous en réaliserons quatre autres d'ici 2027 (à Aizenay (85), Pontchâteau, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et Vertou (44)). Nous avons, également, soutenu la création de deux nouveaux lycées privés (Saint-François d'Assises à la Roche-sur-Yon et Joseph Wresinski à Angers). Il n'existe pas, à mes yeux, de projet plus gratifiant et stimulant que celui qui consiste à construire une école. C'est le lieu de la transmission, du savoir et de tous les possibles. C'est aussi le symbole d'un territoire qui va bien : construire des écoles, c'est accueillir des familles, des jeunes, de la vie !

Au cours des cinq dernières années, nous avons conduit, en moyenne, 300 travaux par an dans nos 115 lycées publics. Nous avons installé le très haut débit dans tous les établissements. Nous avons rénové plus de trois mille logements étudiants et nous avons fait de la rénovation énergétique des universités une priorité pour les prochaines années.

Mais au-delà des chiffres, des sommes et des montants, ce que nous portons pour notre jeunesse, c'est la certitude qu'il n'y a pas qu'une seule voie, mais plusieurs : l'apprentissage, les filières professionnelle, générale ou technologique ; qu'il n'y a pas qu'un seul modèle d'enseignement, mais plusieurs : public ou privé ; qu'il n'y a plus une seule vie professionnelle : nos jeunes exerceront plusieurs métiers au cours de leur carrière. Ce modèle ouvert, riche, inclusif doit permettre à chacun de trouver sa vocation

et sa place dans la société. Aux côtés des parents, dont il faut dire et répéter combien le rôle est déterminant dans la réussite et l'épanouissement de leurs enfants, aux côtés des professeurs, dont nous savons combien la tâche est exigeante et passionnante, la région est là pour accompagner et encourager la marche de la jeunesse vers l'autonomie.

Et demain...

Le numérique fait partie de nos vies. Il occupe presque tout l'espace. Certains peuvent le regretter, mais c'est ainsi : ne pas accompagner le changement, c'est le laisser nous dépasser, nous affaiblir et finalement nous nuire. Notre responsabilité, c'est de donner aux jeunes le meilleur cadre pour réussir. Aujourd'hui, ce cadre passe, forcément, par le numérique. Nous doterons tous les élèves de seconde – du public et du privé – d'un ordinateur portable à compter de la rentrée 2021.

C'est un acte politique très fort : un témoignage d'estime, de confiance, d'ambition pour notre jeunesse. Cet ordinateur accompagnera chaque élève tout au long de son lycée, et au-delà dans ses études supérieures ou au début de sa vie professionnelle. C'est un outil pédagogique qui lui servira en cours, lorsque les professeurs le jugeront utile, mais aussi à la maison pour faire ses devoirs, s'orienter et se cultiver. C'est un outil d'égalité sociale qui donnera à chaque jeune, quels que soient son origine et son milieu social, les mêmes capacités et les mêmes chances.

C'est l'engagement dont je suis la plus fière !

Chapitre 5

Territoires unis des Pays de la Loire

Je parcours deux milles kilomètres par semaine. Et je ne passe pas un jour sur le terrain sans rencontrer l'un de nos 1238 maires. Être maire est un sacerdoce : un problème chasse l'autre, la paperasse envahit tout, les moyens sont limités, la reconnaissance n'est pas toujours au rendez-vous... Et pour couronner le tout : le « métier » ne paie pas ou très mal. Il en faut de l'envie, du courage et de la détermination pour faire face, chaque jour, aux petits et aux grands problèmes de sa commune. Nos maires n'en manquent pas, assurément ! Mais leur vrai moteur, c'est la passion du territoire, de l'engagement et des autres. C'est cette passion qui permet de relever les défis et de surmonter les obstacles. C'est cette passion qui fait vivre notre République partout, dans le plus petit village comme dans la plus grande métropole.

La République des maires est la plus belle, la plus forte !

La confiance est le maître-mot de notre relation avec les maires. Je le dis sans cesse : la région n'est pas seulement à Nantes, elle se déploie partout sur les territoires, sans exclusive. Je ne veux pas d'une région qui se placerait en surplomb des départements, des communes et des intercommunalités. Je ne veux pas d'un « jacobinisme régional » qui viendrait écraser les autres collectivités. On dénonce suffisamment les dérives du centralisme d'Etat, ce n'est pas pour le remettre à la sauce régionale !

Je ne dirai jamais à un maire ce qui est bon pour sa commune et ses administrés.

La politique que nous menons suit toujours la même logique : c'est le maire qui décide comment la région est susceptible d'être la plus utile pour sa commune !

Notre « Pacte de la ruralité » a permis de soutenir les projets de plus de mille petites communes. Et c'est la même chose pour nos grandes villes : la région intervient là où sont les priorités locales – rénover, agrandir et embellir la gare de Nantes, déployer de nouveaux tronçons du tramway à Angers, acquérir un équipement de chirurgie de pointe au pôle de cancérologie du Mans, bâtir le nouveau conservatoire à Laval, investir pour le contournement routier de la Roche-sur-Yon...

Cette logique partenariale très forte s'est, particulièrement, illustrée pendant la crise. Au plus fort du premier confinement, nous avons pris l'initiative de créer, avec la Caisse des Dépôts, le fonds territorial « Résilience » pour venir en aide à nos commerçants, artisans et TPE en difficulté. Afin d'amplifier la mobilisation, j'ai fait appel à la solidarité de tous les territoires : nos cinq grandes villes, nos cinq départements et nos soixante-dix intercommunalités. C'est un fait unique en France : toutes les collectivités sollicitées ont répondu favorablement, sans exception. Ensemble, nous avons réussi à mobiliser 32 millions d'euros au profit de nos petites entreprises ! Cet élan de solidarité et d'unité est un trait caractéristique de notre région. Quand l'heure est au rassemblement face aux épreuves, il n'y a plus ni droite, ni gauche, ni « en même temps » : c'est l'intérêt général qui prévaut.

Faisons un peu de géographie

Une Région, ce sont d'abord des paysages. Lors de mes longs trajets en voiture, ce qui me marque toujours, c'est le caractère profondément rural de nos territoires (70% de la surface régionale est composée de terres

agricoles). Et comme on le sait, toute géographie emporte des conséquences politiques.

Notre démographie répond à une constante, très positive : la population croît de façon dynamique (300 000 habitants en dix ans). Mais, pour être complet, ce constat mérite d'être nuancé : les gains de population se concentrent sur des territoires toujours plus resserrés, tandis que les zones où la population diminue s'étendent sur des périmètres toujours plus vastes.

A cela, il faut ajouter l'autre règle d'airain de la démographie française : la population vieillit, et vieillit rapidement (le nombre d'habitants âgés de 60 ans et plus va progresser de 620 000 en vingt ans), même s'il faut se réjouir de compter parmi les régions les plus jeunes de France (avec une moyenne d'âge de 38,9 ans).

La politique suit toujours la géographie et la démographie dit beaucoup de nos choix politiques, notamment dans le domaine de la santé et des transports.

Prendre soin de notre santé et de nos soignants

L'évidence, d'abord : la première des inégalités est celle qui consiste à ne pas avoir accès aux soins en raison du lieu où l'on habite. Et cette inégalité touche un habitant de notre région sur cinq. Cette France à deux vitesses : celle où l'on se soigne correctement et celle où l'on ne se soigne pas ou mal, n'est pas acceptable.

La France perd des médecins libéraux, les Pays de la Loire en gagnent (+ 0,5%), mais pas assez pour répondre à la pression démographique et combler les disparités d'un département à l'autre, dont les raisons sont multiples.

La première intéresse les professionnels de santé eux-mêmes. Le modèle du médecin de famille, corvéable à merci, a vécu. Les jeunes médecins veulent concilier vie professionnelle et personnelle – qui pourrait les blâmer ! – et refusent d’exercer seuls. Ils n’échappent pas à l’attraction des métropoles où ils ont fait leurs études et où ils entendent s’établir.

Le remède n’est pas simple et les solutions miracles n’existent pas. Les compétences de la région en matière de santé sont limitées. En théorie, elles se bornent à former des infirmiers et des aides-soignants. En pratique, nous faisons beaucoup plus.

Nous sommes le premier co-financeur des maisons de santé, qui permettent aux praticiens de se regrouper et aux patients de bénéficier d’une large gamme de soins. Depuis cinq ans, nous avons participé à la construction de trente-cinq maisons de santé dans les territoires déficitaires.

L’autre enjeu fondamental, c’est la formation du personnel de santé. Il y a cinq ans, nous avons hérité d’une situation dégradée : les Pays de la Loire accusait un déficit chronique d’infirmiers et d’aides-soignants qui, à terme, menaçait nos hôpitaux et nos EHPAD. Avec l’Etat, nous avons mis les bouchées doubles pour inverser la tendance : d’ici 2022, nous aurons ouvert 760 places de formation d’infirmiers et 500 places d’aides-soignants supplémentaires – et nous aurons, ainsi, comblé notre retard. Nous avons structuré notre offre de formation autour de huit « pôles d’excellence » qui maillent le territoire, et nous avons multiplié les incitations : maintien de la gratuité des formations, remboursement des frais de déplacement, etc.

Mais, à mes yeux, le virage qu’il ne faut surtout pas manquer, c’est celui de l’innovation médicale. La technologie ne remplacera jamais un médecin,

mais elle peut faciliter la prise en charge des patients les plus éloignés d'un centre de santé.

Nous contribuons au déploiement de la télémédecine, notamment autour du Mans. Des médecins hospitaliers proposent déjà des téléconsultations en dermatologie, en lien avec 28 établissements de santé. Le dispositif va être étendu à la zone Alençon/Mamers et au domaine de la gériatrie. Nous contribuons au financement des équipements de pointe pour aider nos hôpitaux à proposer un haut niveau de prise en charge (la région a investi 1 million d'euros dans le « Cyberknife » – un appareil de chirurgie ultraperfectionné – qui positionne le Centre hospitalier du Mans parmi les meilleurs pour le traitement du cancer en France).

Et nous multiplions les initiatives, partout sur les territoires : avec le professeur Nicolas Lerolle pour ouvrir des postes d'internes en médecine générale dans les hôpitaux de proximité ; avec l'université et le CHU de Nantes pour créer un réseau de maisons de santé universitaires ; avec le centre Henri Dunant à Laval et au service médical de proximité Madeleine Brès à Cholet pour soutenir des médecins retraités qui consultent des patients, tout en formant des internes ; avec la maison de santé d'Aizenay en Vendée pour recruter des assistants médicaux qui effectuent l'ensemble des actes préparatoires à la consultation...

En matière d'innovation, les meilleures idées ne sont pas forcément les plus élaborées. Lors de mes rencontres régulières avec les présidents des associations de maires, la façon d'endiguer les déserts médicaux revient systématiquement dans nos échanges. Et chacun admet que tout ou presque a été tenté par l'Etat et les collectivités : depuis la prime à l'installation jusqu'au salariat des médecins. Sans véritable succès jusqu'à présent. Je leur ai, récemment, soumis l'idée du « Doctobus » : un ou plusieurs bus médicalisés qui effectueraient, dans les zones en déficit, des consultations

itinérantes en médecine générale ou en dentaire, notamment. Il ne pourrait, évidemment, s'agir que d'une mesure temporaire, palliative, mais elle aurait l'immense mérite de répondre précisément aux besoins les plus criants qui s'expriment dans nos territoires. L'idée les a enthousiasmés. Nous y travaillerons très bientôt !

Un territoire qui prend soin de la santé de ses habitants et de ses soignants est un territoire qui va de l'avant, qui se projette vers l'avenir et qui continue d'être attractif. La qualité de vie est intrinsèquement liée à la garantie d'offrir à tous un accès de qualité à la santé. C'est un combat de tous les instants. Et c'est un défi que nous relèverons ensemble.

Transports : faire du sur-mesure

D'abord, rappelons une autre évidence : le premier transport régional, c'est la voiture individuelle ! Nous sommes la région de France où les habitants recourent le plus à la voiture pour leurs déplacements quotidiens.

En conséquence, nous avons multiplié, aux côtés des départements, les investissements pour entretenir nos routes (Viais en Loire-Atlantique, l'échangeur de Connerré en Sarthe, les contournements de Mayenne et d'Ernée en Mayenne, la rocade sud de Saumur en Maine-et-Loire ou Aizenay/Challans en Vendée). 120 millions d'euros ont été mobilisés pour moderniser notre réseau (là où nos prédécesseurs ne mettaient pas un centime). C'est un choix politique fort, et nous l'assumons ! Les écologistes font de l'automobiliste l'ennemi n°1 – ce qui fait beaucoup de monde, tout de même ! – et jurent qu'ils n'engageront pas un euro en faveur des routes. La route demeure, pourtant, et pour longtemps encore, le meilleur moyen d'assurer un développement équilibré des territoires et de garantir la mobilité au plus grand nombre.

Et s'il fallait changer les voitures, plutôt que ceux qui les conduisent ?

Nous avons considérablement étoffé notre offre de TER (+15% de trains qui circulent en plus), et nous sommes parvenus, grâce à notre nouvelle gamme tarifaire, à gagner de nouveaux usagers : +11% d'abonnés et +40% d'usagers occasionnels. Nous avons engagé des travaux très lourds pour moderniser nos lignes ferroviaires (Nantes/Bordeaux, Clisson/Cholet, etc.) et sauver celles qui étaient menacées (Le Mans/Alençon ou Châteaubriant/Retiers). Nous avons engagé des travaux de rénovation dans nos gares (Montaigu ou Sablé-sur-Sarthe) et nous travaillons à en ouvrir de nouvelles (Le Mans Hôpital et aéroport de Nantes). Nous avons, également, obtenu de l'Etat l'engagement de rouvrir la ligne Cholet/Les Herbiers, qui est un enjeu essentiel pour le territoire. Nous lancerons, avec les régions Bretagne et Normandie, les premiers trains à hydrogène sur les lignes de l'étoile mancelle. Nous avons engagé l'ouverture à la concurrence d'une partie de notre réseau TER, avec un objectif : plus de trains et des trains moins chers.

Nous transportons, également, 147 000 élèves par jour dans nos cars scolaires. Nous avons instauré un tarif unique à 110 euros par an, qui a permis à 90% des familles d'usagers de réaliser un gain de pouvoir d'achat (rappelez que le coût de revient pour la collectivité est d'environ 1000 euros par élève). Nous équipons chaque élève d'un gilet vert pour améliorer sa sécurité.

Dans la première région cyclo-touristique de France, nous encourageons et amplifions la pratique du vélo, en multipliant les initiatives : prime à l'achat d'un vélo pliable pour les abonnés du réseau Aléop, soutien au développement et à l'entretien des pistes cyclables, en lien étroit avec les associations de cyclistes.

Et je pourrais continuer, longtemps, à dérouler la liste de nos réalisations. Mais ce qui compte d'abord, et ce qui anime l'ensemble de notre politique des transports, c'est l'idée qu'il faut bâtir des réponses sur-mesure en fonction de chaque territoire, de chaque public, de chaque pratique. Personne ne peut nier que l'on n'a pas le même rapport à la mobilité, selon que l'on vit en ville ou à la campagne, à proximité immédiate de son travail ou à trente kilomètres. C'est notre rôle de trouver les réponses adaptées à chaque usage, à chaque situation, à chaque territoire. Et c'est une réponse que nous construisons tous ensemble !

Et demain...

Tout au long du mandat, nous avons porté, avec mon vice-président chargé des territoires, Maurice Perrion, une idée centrale : l'équité. L'équité, c'est admettre que certaines parties de notre territoire méritent plus d'attention, plus d'effort, plus d'énergie pour ne pas être déclassées et marginalisées. Nous avons bâti des politiques pour lutter contre les déserts médicaux, soutenir les écoles de nos villages, redynamiser nos centres-bourgs, relancer l'investissement des communes face à la crise. Ces politiques ont du sens. Et elles fonctionnent. Nous allons les amplifier, à travers un nouveau « Pacte des territoires » qui portera trois priorités majeures : nos investissements en faveur des routes, notre soutien aux entreprises et aux communes, et un projet inédit : « Travaillez là où vous voulez vivre ». Notre ruralité, nos villes petites et moyennes ont beaucoup à gagner avec le développement du télétravail et le désir de très nombreuses familles de quitter Paris pour s'établir à la campagne ou dans des territoires plus apaisés. Nous développerons des tiers-lieux et des campus numériques pour accompagner et encourager cet « exode inversé » et pour faire vivre cette ruralité harmonieuse et dynamique que nous aimons tant.

Chapitre 6

Cultiver ce qui nous unit

28 janvier 2021, 4h du matin.

Il fait un froid mordant, mais je ne céderais ma place pour rien au monde : je suis à bord d'un bateau qui remonte le chenal des Sables d'Olonne à la rencontre du vainqueur du Vendée Globe. Comme beaucoup d'habitants de notre région, je suis passionnée par la voile et je n'ai rien manqué de cette édition incroyable qui restera, à jamais, marquée par le sauvetage de Kevin Escoffier par Jean Le Cam. Toute la magie de la course au large est concentrée dans cet épisode héroïque, qui aurait tout aussi bien pu tourner au drame : les 40^{èmes} Rugissants qui nous rappellent l'ordre naturel des choses, le courage aveugle des marins quand l'un des leurs est en danger, la folie d'une nuit de tempête où se joue la vie d'un homme perdu dans l'océan, et ce dénouement miraculeux qui ajoute à la légende, déjà bien fournie, du Vendée Globe.

Dans un monde confiné, où le port du masque et les gestes barrières sont obligatoires, l'épopée de ces trente-trois marins solitaires a agi comme une bouffée d'oxygène, de liberté et d'aventure. Elle nous a fait un bien fou ! Le bonheur de Yannick Bestaven est à l'image de ces navigateurs hors du commun : sincère, profond et simple. Le skipper de Maître Coq vient d'inscrire son nom au palmarès de « l'Everest des mers », et pourtant une réelle humilité et une certaine réserve, même, émanent de lui.

La région est un des partenaires officiels du Vendée Globe, de la Solitaire du Figaro et de la Mini-Transat. Nous sommes « la plus grande terre des courses au large », et ce pour une raison simple : les valeurs – le courage, la liberté, la solidarité – que défendent nos skippers sont celles que

n'importe lequel d'entre nous, qu'il soit parent, enseignant ou entraîneur, veut transmettre à celui qu'il éduque ou dont il a la responsabilité. Il n'y a pas de fondations plus solides pour bâtir sa vie. Il n'y a pas de meilleure alternative à l'individualisme et à la superficialité de notre époque que celle que nous proposent nos marins.

La terre des grands événements sportifs

Des événements fédérateurs et populaires, comme les 24 Heures du Mans, le Tour de France ou prochainement la Coupe du monde de rugby et les Jeux Olympiques, forgent l'identité et l'âme d'un territoire. Je veux amplifier ce sentiment d'appartenance que nous offre le sport en créant un grand événement, 100% régional : « le Tour des Pays de la Loire ». Durant toute une semaine, des cyclistes professionnels renommés animeront la course, à travers nos cinq départements. Et nous consacrerons le week-end précédent à célébrer les valeurs du vélo, avec nos familles et les bénévoles de nos clubs cyclistes, lors d'une grande fête populaire ! Et pour l'anecdote, mon ami Daniel Mangeas, mythique speaker du Tour de France pendant 40 ans, m'a déjà donné son accord pour commenter la course !

L'épidémie nous a privés de beaux moments de partage (la région soutient 350 événements culturels et sportifs), qui font partie de notre vie collective, de notre plaisir d'être ensemble, de notre joie de nous retrouver. Nous avons la ferme intention de rattraper le temps perdu !

Un « Plan Marshall » de la culture et du sport

Face à la crise, nous sommes intervenus très tôt pour soutenir nos clubs, nos festivals et nos associations caritatives (nous avons acheté et redistribué 450 tonnes de denrées alimentaires au bénéfice des plus modestes), mais « l'année blanche » qu'ils ont vécue va laisser des traces durables.

Les années qui viennent seront consacrées, en priorité, à la reconstruction et à la consolidation de notre tissu associatif. Un « Plan Marshall » de 10 millions d'euros sera engagé, en lien avec notre Fondation du Bénévolat, et avec le soutien de nos sept cent mille bénévoles (dont j'ai pu mesurer l'engagement et la générosité au cours des demi-journées de bénévolat que j'ai effectuées aux Restos du Cœur, au Secours Catholique, à la Croix Rouge et au Secours populaire, au mois de novembre dernier) qui font vivre le sport, la culture et les solidarités, partout sur les territoires.

Nous continuerons de défendre une politique culturelle exigeante et de qualité, à travers nos établissements emblématiques : le Musée d'art moderne de Fontevraud, où sera exposée la magnifique collection des époux Cligman, mais aussi à travers des événements réputés, comme « la Folle Journée » élargie à neuf villes en région ou « Culture au futur », qui est le fruit d'une rencontre originale entre l'art et le monde de l'entreprise.

Nous amplifierons nos efforts pour amener la culture là où elle n'est pas assez présente, et pour l'ouvrir aux publics empêchés (résidents des EHPAD ou personnes en situation de handicap). Nous continuerons de promouvoir l'excellence en développant, notamment, le projet « Classique pour tous » qui, en lien avec les communes et l'Orchestre national des Pays de la Loire, fera découvrir la musique classique aux enfants éloignés de la culture.

Nous lancerons le programme « Nos Illustres » pour promouvoir les figures de l'histoire régionale, et nous créerons le « Festival de la BD historique » – une première en France ! La bande dessinée est un vecteur formidable pour transmettre la passion de l'histoire à des publics larges et variés. Nous ferons de cet événement, organisé avec nos libraires indépendants, un rendez-vous incontournable du calendrier littéraire français.

Terre de cinéma

Les Pays de la Loire s'affirmeront, également, comme une terre du cinéma. Je garde le beau souvenir du tournage de « Cyrano de Bergerac » de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, dans les rues du Vieux Mans. Je n'étais encore qu'une adolescente, mais je me rappelle mon bonheur et ma fierté en découvrant que la Cité Plantagenêt s'affichait sur les écrans de la France entière ! Le cinéma est un art, mais c'est aussi une industrie qui fait vivre des dizaines de métiers : hôteliers, restaurateurs, artisans, etc. Nous ferons en sorte d'attirer toujours plus de tournages et de grandes productions.

Défendre et préserver notre patrimoine historique et religieux est une priorité absolue. Nous avons renforcé nos budgets en faveur, notamment, de nos quarante-trois « Petites cités de caractère », qui sont autant de bijoux patrimoniaux et d'atouts pour le tourisme et l'attractivité.

Nous défendrons l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO de nos plus beaux trésors : la Muraille romaine au Mans, le passage du Gois à Noirmoutier, les marais salants à Guérande, la Tenture de l'Apocalypse à Angers ou le Géoparc Normandie-Maine en Mayenne.

Vive les Pays de la Loire, vive la culture bretonne !

Puisque j'évoque l'histoire régionale, je veux m'arrêter un court instant sur la controverse qui agite, à intervalles réguliers, le débat politique local. Il s'agit de la question du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne – ou, selon une formule que je trouve plus appropriée : le détachement de la Loire-Atlantique des Pays de la Loire...

La culture bretonne fait partie intégrante de l'identité de la Loire-Atlantique (qui peut prétendre le contraire ?), et donc de notre identité régionale. Nous en sommes très fiers !

La culture bretonne doit pouvoir s'exprimer largement. Nos coopérations avec la Bretagne, mais aussi avec la Normandie, méritent d'être renforcées. Le « Grand Ouest » a un destin commun, j'en suis intimement convaincue. Et je tends, amicalement, la main à mes homologues breton et normand pour bâtir cet espace autour de priorités partagées : l'environnement, les énergies renouvelables, la pêche, l'agriculture, la recherche scientifique...

Mais pourquoi vouloir détruire ce qui marche ? Pourquoi casser une région qui compte parmi les plus attractives de France ? Ceux qui veulent que la Loire-Atlantique rejoigne la Bretagne ne disent jamais ce qu'il adviendra ensuite des autres départements. Sans doute ne s'y intéressent-ils pas. Ils savent ce qu'ils veulent pour eux-mêmes, et tant pis pour ceux qui restent... Cela ne peut pas fonctionner ainsi en démocratie !

Je suis surprise qu'autour de moi des listes concurrentes soutiennent le détachement de la Loire-Atlantique. Quelle curieuse ambition de vouloir diriger une région pour la démanteler !

Dans la période difficile que nous traversons, il est plus urgent d'additionner nos forces que de les soustraire. Les Pays de la Loire sont et resteront une région à cinq départements !

Et demain...

Le handicap sera la grande cause du prochain mandat. Nous bâtirons une feuille de route du handicap dans les Pays de la Loire. Je désignerai un conseiller régional pour en assurer le suivi et la mise en œuvre. Nous installerons un Conseil consultatif du handicap afin qu'il puisse émettre un avis sur toutes les décisions qui touchent au quotidien des personnes en situation de handicap. Nous soutiendrons activement le développement de l'économie sociale et solidaire, et notamment les entreprises adaptées qui

doivent être mieux valorisées. Nous accompagnerons les travailleurs handicapés qui veulent créer leur propre entreprise. Nous soutiendrons l'apprentissage (un apprenti sur deux en situation de handicap en France est formé dans les Pays de la Loire) et nous créerons un forum de l'emploi spécifique. Nous soutiendrons les communes qui créent des crèches adaptées. Nous rendrons gratuit l'accès à nos transports régionaux pour les aidants et nous accompagnerons les associations pour l'achat de véhicules adaptés. Nous poursuivrons le dispositif « Culture pour tous » qui valorise les offres culturelles accessibles et nous renforcerons l'accompagnement des athlètes en situation de handicap. Nous lutterons contre toutes les formes de discrimination, à commencer par l'écriture inclusive qui est inaccessible à de très nombreuses personnes souffrant d'un handicap. Nous continuerons de nous battre pour que la société offre à chacun sa place et pour que la différence soit toujours considérée comme une force, et non pas comme une faiblesse.

Conclusion

Nous nous considérons comme la civilisation de l'abondance. Nous nous sommes réveillés dans un monde de pénurie. Tout a manqué au cours des mois passés, à commencer par les choses les plus rudimentaires, mais aussi les plus indispensables (les masques, les lits, les gants, les blouses...). Il a fallu nous en remettre à l'essentiel, aux valeurs de solidarité, de générosité, et au sens de l'effort et, disons-le, du sacrifice de nos soignants, pour tenter de surmonter cette épreuve, qui n'est pas encore terminée.

Mais la pénurie de biens n'est rien en comparaison de la privation de liberté que nous avons subie. Et que nous avons vécue très différemment, selon nos âges, conditions sociales ou familiales. L'épidémie s'est montrée d'une particulière cruauté envers nos personnes âgées, nos malades, et tous ceux qui approchent, dans la solitude, du terme de leur vie. C'est à eux, et à leurs familles, que je pense d'abord.

Mais je pense, aussi, à notre jeunesse qui a le sentiment de s'être fait voler une part de la promesse de ses vingt ans. Et je pense, enfin, à nous tous qui avons perdu un peu de cette liberté dont la permanence dans nos existences nous avait fait oublier l'importance et la nécessité. Qui aurait imaginé que la seule perspective d'une promenade sans masque, d'une embrassade, d'un déjeuner entre amis au restaurant ou d'un café en terrasse susciterait en nous une telle envie, un tel besoin de liberté !

Je ne fais pas partie de ceux qui prétendent que le gouvernement a fait de la crise un prétexte pour restreindre le champ de nos libertés. Que faire face à un virus mortel qui se propage et des hôpitaux débordés sinon limiter la circulation et les rassemblements ? Tous les gouvernements démocratiques du monde ont agi de la sorte.

Pourtant, une leçon fondamentale mérite d'être tirée de ces mois suspendus. La liberté est fragile. Un virus peut la faire disparaître, temporairement. Mais d'autres formes de virus peuvent lui nuire. Ces virus sont ceux que nous fabriquons nous-mêmes, et ils n'en sont que plus dangereux. Ils portent les noms de l'intolérance, du refus de la contradiction, de l'ostracisme... Et ils ont le don de s'abriter derrière les meilleures causes : l'égalité, l'écologie ou le féminisme, pour mieux interdire le débat, empêcher la critique et refuser toute pensée qui n'est pas la leur.

Nous voyons le bout du tunnel approcher. Le vaccin mettra bientôt un terme à ce long cauchemar. La liberté va reprendre peu-à-peu ses droits.

Ensemble, redonnons à la liberté, dans le pays qui l'a inventée, la place qui doit être la sienne : la première !

Vive la liberté !

Remerciements

A mon mari Jean, à mes enfants Paul et Louis et à ma famille.

A mon premier vice-président, Antoine Chéreau, pour son amitié et sa fidélité.

A Laurent Dejoie, Paul Jeanneteau, André Martin, Isabelle Leroy, Roch Brancour, Maurice Perrion, Lydie Bernard et aux élus de la majorité.

A mes collaborateurs et à tous ceux qui portent au quotidien le service public régional.

Imprimé en France – Mai 2021

Christelle

MORANÇAIS

Présidente de la Région

des Pays de la Loire

« Ce livre est un acte de vérité, de sincérité et de respect. A l'heure où la politique se résume trop souvent à des tweets et à des images, j'ai choisi de vous écrire pour vous dire qui je suis vraiment, quelles sont mes convictions profondes et quels sont mes projets pour les Pays de la Loire.

Pour moi, la politique se résume à ces deux verbes : aimer et agir. Aimer le territoire que j'ai l'honneur de représenter. Aimer ceux qui le font vivre. Agir pour préserver nos forces et nos atouts face à la crise. Agir pour préparer l'avenir et le rendre meilleur.

La confiance se gagne, elle se mérite. Je veux vous convaincre que mon engagement pour notre région est total, sincère et profond.

A l'approche des élections régionales, je veux vous permettre de faire votre choix, en toute liberté et en toute confiance. »

Christelle Morançais

morancais2021.fr

